

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

Au 31 décembre 2004, on dénombrait un peu plus de 2,3 millions de personnes rémunérées par les ministères, administrations centrales et services déconcentrés, **soit une baisse globale de 12 000 agents par rapport au 31 décembre 2003 (-0,5 %)**.

Cette baisse poursuit le mouvement de diminution des effectifs observé en 2003. L'augmentation des effectifs de titulaires (+2 800) ne compense pas le large recul des non-titulaires (-20 000), dû essentiellement à **l'instauration du nouveau dispositif d'aide à l'emploi créant les « assistants d'éducation » en 2003**. Cette mesure continue de modifier, en 2004, la répartition des non-titulaires entre l'État et les établissements publics. 12 600 postes occupés par des maîtres d'internat et surveillants d'externat (MI-SE), personnel compté dans les effectifs des ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture, ont été supprimés. Simultanément, 13 700 assistants d'éducation ont été recrutés dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) en 2004. **Cette diminution du nombre de non-titulaires est également le résultat de la loi de résorption de l'emploi précaire qui a permis à 5 000 non-titulaires d'être titularisés en 2004**.

Plus de la moitié des effectifs des ministères travaillent à l'Éducation nationale, 19 % à la Défense, 8,4 % à l'Économie et 6 % à l'Intérieur.

Les effectifs du ministère de l'Économie diminuent de 1,1 % en 2004 ; ceux de l'Agriculture et de l'Équipement baissent respectivement de 3,0 et 0,7 %. Pour leur part, les effectifs de l'Éducation nationale diminuent de 1,4 %. Cette diminution résulte de la réduction du nombre de non-titulaires (-15,9 %), due principalement à la disparition progressive des maîtres d'internat et surveillants d'externat. La baisse des effectifs de l'Éducation nationale pèse fortement sur la réduction globale des effectifs, étant donné le poids de ce ministère dans l'ensemble.

Parallèlement, les effectifs de plusieurs ministères ont augmenté en 2004, notamment sur les missions de sécurité, à l'Intérieur (+2,3 %), à la Justice (+3,6 %) et à la Défense

(+0,5 %). Les effectifs de l'Enseignement supérieur progressent légèrement (+0,5 %).

Les agents des ministères sont employés sous différents statuts. Les trois-quarts sont des agents titulaires (1 751 000), 164 000 sont non-titulaires (7 %) et 56 000 sont ouvriers d'État (2,5 %). Enfin, 349 000 agents sont militaires (15 %), dont 18 500 volontaires militaires recensés dans les effectifs pour la première fois en 2004.

Les femmes représentent 57,8 % des agents titulaires civils des ministères et 13,3 % des militaires et volontaires. On compte 63 % de femmes en catégorie B, 59 % en catégorie A et 52 % en catégorie C au 31 décembre 2004. Elles sont très nombreuses aux ministères des Affaires sociales (72 %), de l'Éducation nationale (65 %) et de l'Économie (59 %), alors que la féminisation des ministères de l'Intérieur et de l'Équipement (30 % dans les deux cas) reste faible.

Les agents de catégorie A sont majoritaires parmi les titulaires civils alors qu'ils ne représentaient qu'un peu plus du tiers de ces agents en 1990. **C'est la seule catégorie des titulaires civils dont le nombre augmente en 2004 (+ 2,9 %)**. L'Éducation nationale contribue largement à ce phénomène, puisque 76 % de ses titulaires sont classés en catégorie A. La hausse des enseignants résulte de la poursuite du reclassement des instituteurs (catégorie B) en professeurs des écoles (catégorie A). Hors enseignants, les titulaires de catégorie A augmentent plus modérément (+0,5 %) et la structure hiérarchique est complètement différente. Les agents de catégorie A hors enseignants ne représentent plus que 21 % de l'effectif des titulaires.

À l'inverse, la part des agents de catégorie B, qui regroupe les professions intermédiaires administratives et techniques, diminue de 8 % et représente en 2004 15 % des agents titulaires. Cette baisse est consécutive au reclassement des instituteurs.

Enfin, 31 % des titulaires civils sont des agents de catégorie C (employés et ouvriers), mais leur part atteint 53 % des personnels non enseignants. Dans cette configuration, c'est la catégorie la plus nombreuse de l'État.

III Définitions et méthodes

La source : L'Insee recense les agents de l'État à partir des fichiers de paie des administrations. Ce dispositif est complété par des éléments issus des déclarations annuelles des données sociales.

Les effectifs comptabilisés sont ceux en fonction au 31 décembre. Les résultats de l'année 2004 présentés dans ce rapport sont provisoires.

Le champ : Les personnes recrutées dans le cadre de la politique d'aide à l'emploi ne sont pas comprises dans le champ. En particulier, les emplois jeunes du ministère de l'Intérieur (9 900 environ en 2004) et du ministère de la Justice (un peu plus de 1 200 en 2004), seuls bénéficiaires d'emplois aidés soumis au droit public, ne figurent pas dans les effectifs.

Volontaires militaires :

Les volontaires militaires sont recrutés avec un contrat de douze mois, renouvelable quatre fois dans la limite de soixante mois. Le volontariat s'adresse aux candidats âgés de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-six ans. Les premiers recrutements de ces volontaires ont été réalisés en 1999.

Depuis l'année 2004, les volontaires militaires du ministère de la Défense sont comptabilisés dans les effectifs militaires. Par souci d'homogénéité, ils ne figurent pas dans les séries longues et ne sont pas comptabilisés lors des comparaisons d'effectifs avec les années antérieures.

Pour plus d'informations

- « Les agents de l'État au 31 décembre 2004 », A. Pauron, Insee Première, à paraître.

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-1 : Effectifs des ministères par statut et pourcentage de femmes et d'enseignants, au 31-12-2004

	Rappel 2003	2004		Évolution 2003-2004	
	Effectifs au 31/12/2003	Effectifs au 31/12/2004	% de femmes d'enseignants		
Titulaires	1 748 010	1 750 827	57,8	48,6	0,2
Non titulaires	184 401	164 374	57,4	25,0	-10,9
Ouvriers d'État	54 863	55 619	14,0	0,0	1,4
Total civils	1 987 274	1 970 820	56,5	45,3	-0,8
Militaires hors volontaires	326 156	330 529	12,3	0,0	1,3
Total hors volontaires militaires	2 313 430	2 301 349	50,2	43,2	-0,5
Volontaires militaires (1)		18 464	32,3	0,0	-
Total		2 319 813	50,0	42,9	-

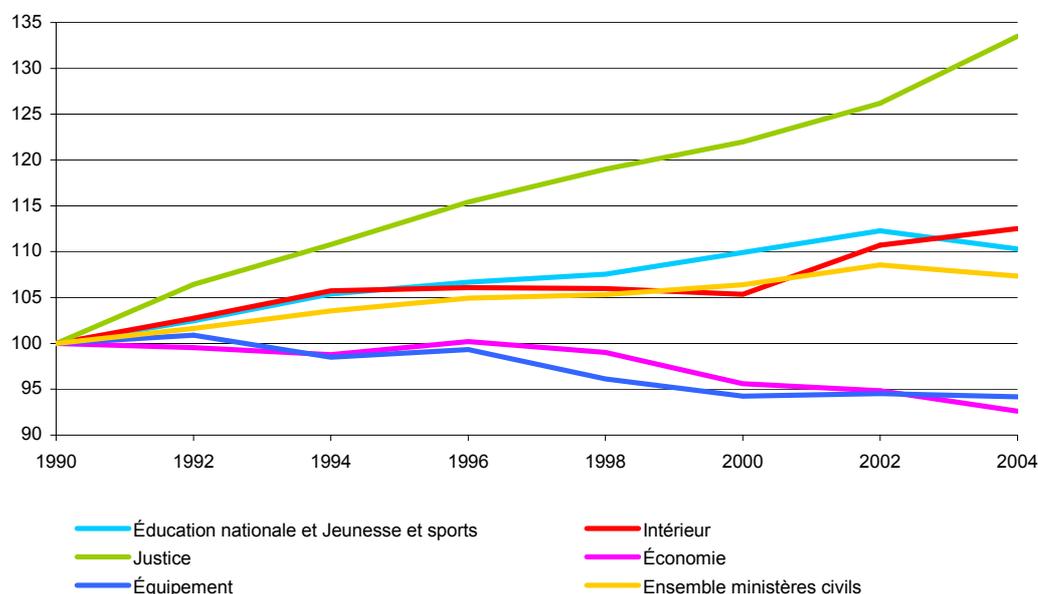
DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

(1) Hors volontaires militaires en 2003, non disponibles dans le fichier de paie.

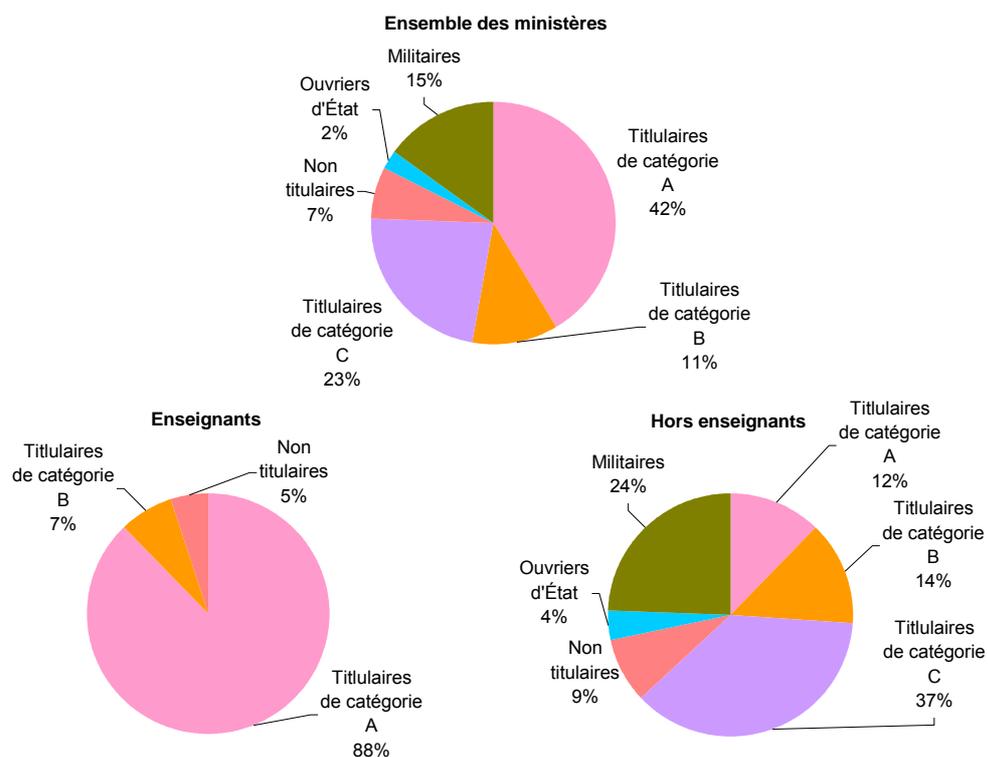
Graphique 2-1 : Évolution des effectifs réels des principaux ministères civils - Base 100 au 31-12-1990



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-2 : Effectifs des ministères selon la catégorie au 31-12-2004



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
 Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-2 : Effectifs des ministères par statut et pourcentage de femmes au 31-12-2004

Ministères	Rappel 2003	2004				Total	% de femmes
	Total (1)	Titulaires	Non- titulaires	Ouvriers d'État	Militaires (2)		
Affaires étrangères	19 570	9 797	9 271	0	374	19 442	42,1
Affaires sociales	28 355	24 130	4 265	0	3	28 398	71,1
Santé	16 887	14 411	2 614	0	3	17 028	70,8
Emploi	11 468	9 719	1 651	0	0	11 370	71,4
Agriculture	38 857	32 465	5 217	26	0	37 708	52,5
Culture	13 985	12 101	1 814	0	0	13 915	52,7
Défense	421 150	43 446	8 256	43 351	328 183	423 236	12,3
Économie	196 286	183 427	10 173	585	32	194 217	59,5
Éducation nationale	1 221 254	1 102 059	101 741	0	0	1 203 800	64,3
Enseignement scolaire	1 068 767	977 746	73 383	0	0	1 051 129	67,0
Enseignement supérieur	141 479	124 308	17 817	0	0	142 125	46,4
Recherche (3)	11 008	5	10 541	0	0	10 546	42,5
Équipement	116 396	97 771	7 619	9 530	619	115 539	28,4
Hors Aviation civile	103 895	86 994	6 836	8 461	612	102 903	28,2
Aviation civile	12 501	10 777	783	1 069	7	12 636	29,8
Intérieur	173 064	168 230	7 354	1 455	0	177 039	31,6
Police nationale	135 046	133 562	1 624	1 312	0	136 498	21,4
Hors Police nationale	38 018	34 668	5 730	143	0	40 541	65,8
Jeunesse et Sports	7 549	5 741	2 288	0	0	8 029	38,9
Justice	70 638	68 594	4 557	0	0	73 151	53,2
Outre-Mer	2 740	1 532	489	7	1 318	3 346	41,1
Services du Premier ministre	3 586	1 534	1 330	665	0	3 529	50,2
Total hors volontaires militaires	2 313 430	1 750 827	164 374	55 619	330 529	2 301 349	50,2
Total hors enseignants et volontaires militaires	1 417 702	900 030	123 214	55 618	330 529	1 409 391	41,7
Total y.c les volontaires militaires	-	1 750 827	164 374	55 619	348 993	2 319 813	50,0

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

(1) Hors volontaires militaires en 2003, non disponibles dans le fichier de paie.

(2) Y compris 18 464 volontaires militaires au ministère de la Défense, hors volontaires stagiaires du service militaire adapté Outre-Mer.

(3) Allocataires de recherche.

T 2-3 : Effectifs en équivalents temps plein des ministères par statut et pourcentage de femmes au 31-12-2004

Ministères	Rappel 2003	2004					% de femmes
	Total (1)	Titulaires	Non- titulaires	Ouvriers d'État	Militaires (2)	Total	
Affaires étrangères	18 843	9 685	8 658	0	374	18 718	41,0
Affaires sociales	26 237	22 816	3 576	0	3	26 395	70,2
<i>Santé</i>	15 560	13 631	2 140	0	3	15 774	70,1
<i>Emploi</i>	10 676	9 185	1 436	0	0	10 621	70,3
Agriculture	34 646	31 016	4 535	25	0	35 577	51,2
Culture	13 439	11 744	1 627	0	0	13 371	52,0
Défense	417 609	41 825	7 379	42 060	328 183	419 446	17,3
Économie	181 512	172 916	6 638	566	32	180 153	57,3
Éducation nationale	1 154 376	1 058 744	83 181	0	0	1 141 925	63,7
<i>Enseignement scolaire</i>	1 011 515	937 257	60 774	0	0	998 031	66,3
<i>Enseignement supérieur</i>	136 049	121 484	15 347	0	0	136 831	45,8
<i>Recherche (3)</i>	6 812	3	7 060	0	0	7 062	42,5
Équipement	111 589	95 035	6 039	9 382	619	111 075	26,9
<i>Hors Aviation civile</i>	99 389	84 403	5 380	8 316	612	98 712	26,6
<i>Aviation civile</i>	12 200	10 631	659	1 066	7	12 363	29,2
Intérieur	169 152	165 461	4 858	1 430	0	171 749	30,3
<i>Police nationale</i>	133 611	132 607	1 217	1 289	0	135 112	21,0
<i>Hors Police nationale</i>	35 540	32 854	3 641	141	0	36 637	64,9
Jeunesse et Sports	6 530	5 610	1 063	0	0	6 673	39,7
Justice	66 928	66 566	2 844	0	0	69 410	51,9
Outre-Mer	2 671	1 516	440	7	1 318	3 281	40,5
Services du Premier ministre	3 250	1 492	1 065	655	0	3 213	50,7
Total hors volontaires militaires	2 206 781	1 684 425	131 906	54 125	330 529	2 200 984	49,0
Total hors enseignants et volontaires militaires	1 353 200	866 433	97 856	54 125	330 529	1 348 944	40,2
Total y.c les volontaires militaires	-	1 684 425	131 906	54 125	348 993	2 219 448	48,8

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

(1) Hors volontaires militaires en 2003, non disponibles dans le fichier de paie.

(2) Y compris 18 464 volontaires militaires au ministère de la Défense, hors volontaires stagiaires du service militaire adapté Outre-Mer.

(3) Allocataires de recherche.

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-4 : Titulaires civils des ministères par catégorie hiérarchique au 31-12-2004

Ministères	Rappel 2003	2004						Total titulaires civils	
		Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Effectifs	% de femmes
		Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes		
Affaires étrangères	9 921	4 762	22,3	1 178	41,7	3 857	66,3	9 797	42,0
Affaires sociales	23 913	5 999	54,3	7 653	71,6	10 478	81,4	24 130	71,6
Santé	14 229	4 047	58,4	4 368	71,0	5 996	79,4	14 411	71,0
Emploi	9 684	1 952	46,0	3 285	72,4	4 482	84,2	9 719	72,5
Agriculture	32 279	15 055	43,5	8 190	48,5	9 220	69,8	32 465	52,2
Culture	12 051	4 232	46,8	2 298	61,0	5 571	53,9	12 101	52,8
Défense	44 469	5 266	26,5	12 323	40,1	25 857	69,5	43 446	55,9
Économie	185 214	44 424	39,3	58 708	58,5	80 295	70,5	183 427	59,1
Éducation nationale	1 100 337	833 090	62,6	109 467	79,4	159 502	66,0	1 102 059	64,7
Enseignement scolaire	977 453	749 588	65,5	97 157	81,2	131 001	65,8	977 746	67,1
Enseignement supérieur	122 877	83 497	36,6	12 310	65,3	28 501	66,8	124 308	46,4
Recherche (1)	7	5	n.s.	0	-	0	-	5	n.s.
Équipement	98 022	15 889	25,7	25 084	29,1	56 798	31,3	97 771	29,8
Hors Aviation civile	87 425	8 739	28,4	22 803	28,7	55 452	30,1	86 994	29,5
Aviation civile	10 597	7 150	22,3	2 281	33,8	1 346	82,5	10 777	32,3
Intérieur	166 827	12 105	27,8	20 450	40,5	135 675	29,2	168 230	30,4
Police nationale	132 082	6 459	14,1	12 103	27,9	115 000	20,8	133 562	21,1
Hors Police nationale	34 745	5 646	43,4	8 347	58,8	20 675	75,8	34 668	66,4
Jeunesse et Sports	5 758	3 623	21,9	575	81,9	1 543	69,9	5 741	40,8
Justice	66 192	13 759	51,7	16 617	74,0	38 218	43,8	68 594	52,7
Outre-Mer	1 491	299	31,1	290	58,3	943	71,3	1 532	61,0
Services du Premier ministre	1 536	498	45,0	220	66,8	816	62,6	1 534	57,5
Total	1 748 010	959 001	59,3	263 053	63,2	528 773	52,3	1 750 827	57,8
Total hors enseignants	899 957	173 317	44,1	197 940	57,8	528 773	52,3	900 030	51,9

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

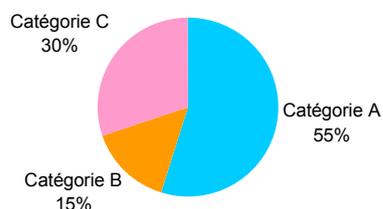
Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

(1) Allocataires de recherche.

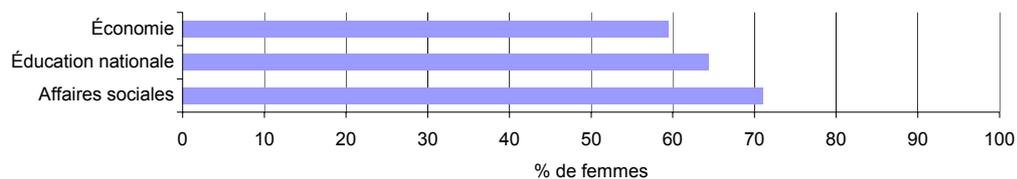
Graphique 2-3 : Titulaires par catégorie hiérarchique, au 31-12-2004



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

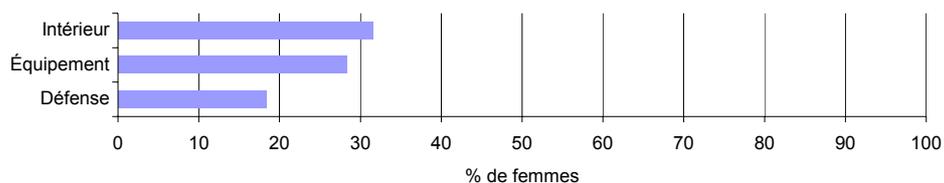
Graphique 2-4 : Les ministères à fort taux de féminisation



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-5 : Les ministères à faible taux de féminisation



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-5 : Titulaires civils des ministères en équivalents temps plein par catégorie hiérarchique au 31-12-2004

Ministères	Rappel 2003	2004						Total titulaires civils	
		Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Effectifs	% de femmes
		Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes		
Affaires étrangères	9 811	4 747	22,2	1 160	41,1	3 779	65,8	9 685	41,5
Affaires sociales	22 564	5 821	53,6	7 217	70,5	9 778	80,6	22 816	70,5
<i>Santé</i>	13 431	3 912	57,6	4 110	69,8	5 608	78,4	13 631	69,9
<i>Emploi</i>	9 133	1 909	45,3	3 106	71,4	4 170	83,4	9 185	71,4
Agriculture	30 841	14 469	42,3	7 839	47,3	8 708	68,7	31 016	50,9
Culture	11 702	4 151	46,4	2 204	60,0	5 389	52,9	11 744	51,9
Défense	42 877	5 199	26,3	11 962	39,1	24 663	68,3	41 825	54,7
Économie	174 465	43 343	38,3	55 316	56,9	74 257	68,8	172 916	57,4
Éducation nationale	1 055 682	803 334	61,9	102 961	78,5	152 448	65,0	1 058 744	64,0
<i>Enseignement scolaire</i>	935 635	720 757	64,8	91 263	80,4	125 238	64,9	937 257	66,4
<i>Enseignement supérieur</i>	120 043	82 575	36,3	11 699	64,1	27 210	65,8	121 484	45,5
<i>Recherche (1)</i>	4	3	n.s.	0	-	0	-	3	n.s.
Équipement	95 260	15 725	25,3	24 366	28,1	54 944	29,9	95 035	28,7
<i>Hors Aviation civile</i>	84 804	8 620	27,9	22 124	27,6	53 659	28,6	84 403	28,3
<i>Aviation civile</i>	10 456	7 105	22,1	2 242	33,0	1 285	82,0	10 631	31,7
Intérieur	38 531	9 098	34,4	8 499	58,8	20 868	74,3	38 465	61,5
<i>Police nationale</i>	5 619	3 587	21,6	546	81,0	1 477	68,8	5 610	39,8
<i>Hors Police nationale</i>	32 912	5 511	42,6	7 953	57,3	19 391	74,8	32 854	65,1
Jeunesse et Sports	64 209	13 590	51,3	15 904	73,2	37 072	42,3	66 566	51,5
Justice	1 474	298	31,0	284	58,2	933	71,0	1 516	60,8
Outre-Mer	131 089	6 439	14,0	12 000	27,4	114 167	20,4	132 607	20,7
Services du Premier ministre	1 495	487	43,9	211	66,2	794	61,9	1 492	56,6
Total	1 680 001	926 702	58,6	249 923	61,9	507 801	50,9	1 684 425	56,7
Total hors enseignants	865 989	169 821	43,4	188 812	56,4	507 801	50,9	866 433	50,6

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

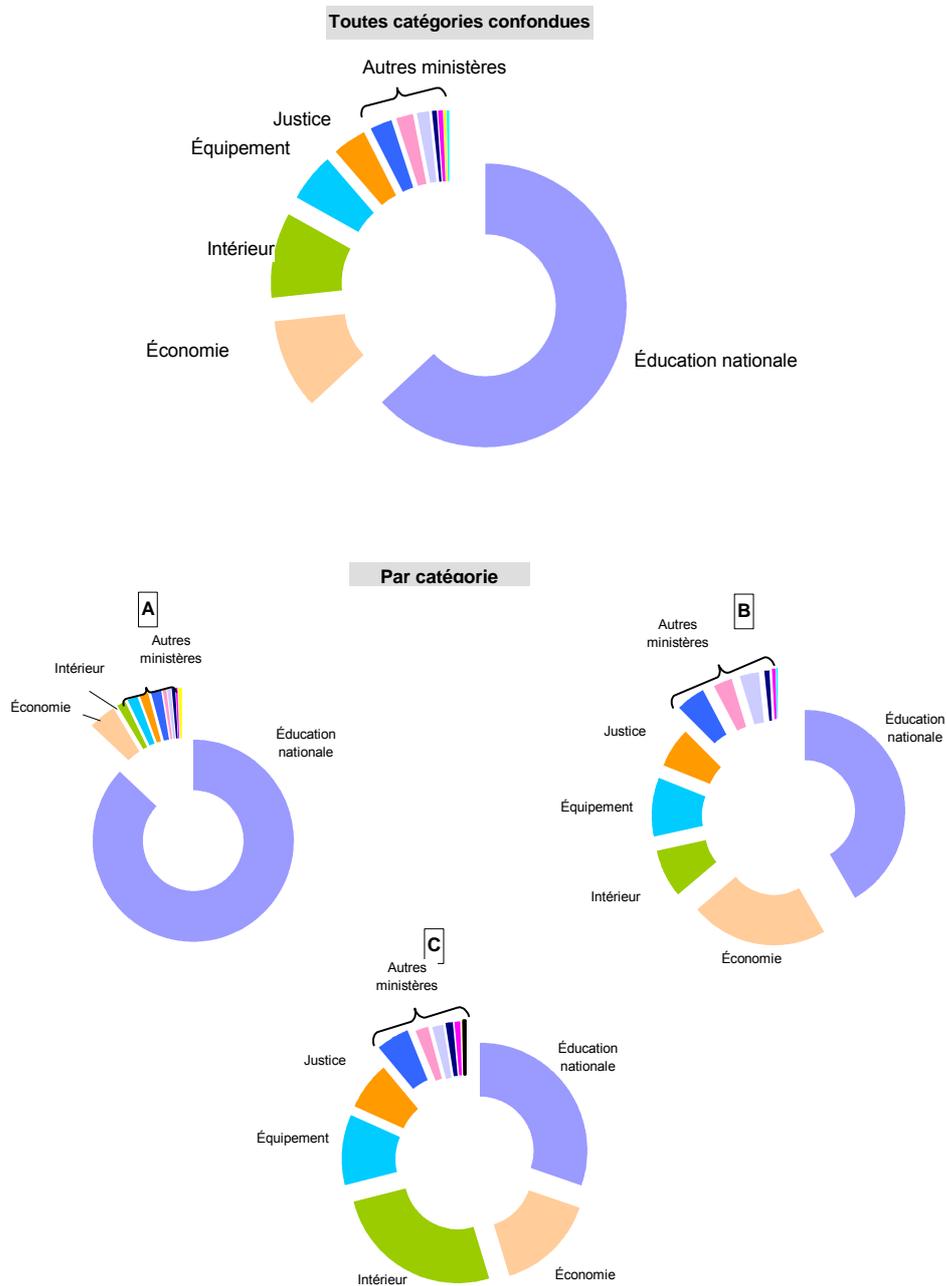
Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

(1) Allocataires de recherche.

Graphique 2-6 : Répartition des titulaires civils par ministère



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
 Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-6 : Répartition des agents de l'État selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe au 31-12-2004

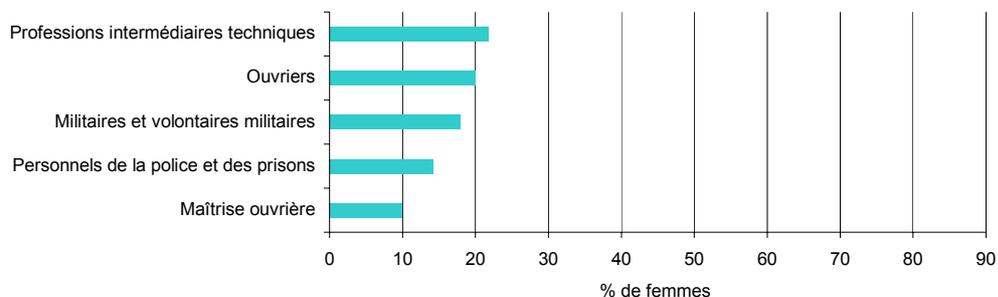
	Hommes		Femmes		Ensemble		% de femmes
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Cadres et professions intellectuelles supérieures	457 182	39,4	595 977	51,4	1 053 159	45,4	56,6
Personnels de direction civils et militaires	6 785	0,6	1 849	0,2	8 634	0,4	21,4
Magistrats	3 800	0,3	4 210	0,4	8 010	0,3	52,6
Cadres administratifs	49 271	4,2	38 895	3,4	88 166	3,8	44,1
Cadres techniques	26 882	2,3	10 264	0,9	37 146	1,6	27,6
Officiers toutes armes et tous services	36 226	3,1	3 561	0,3	39 787	1,7	9,0
Professeurs de l'enseignement supérieur, chercheurs	48 671	4,2	26 253	2,3	74 924	3,2	35,0
Personnels de direction, d'inspection et d'orientation du second degré	16 720	1,4	20 021	1,7	36 741	1,6	54,5
Professeurs agrégés, certifiés et assimilés	257 813	22,2	478 448	41,2	736 261	31,7	65,0
Enseignants SAI, enseignants en coopération chercheurs SAI	8 939	0,8	7 483	0,6	16 422	0,7	45,6
Professions médicales ; pharmaciens, vétérinaires, psychologues	1 039	0,1	2 549	0,2	3 588	0,2	71,0
Professions culturelles	1 036	0,1	2 444	0,2	3 480	0,2	70,2
Professions intermédiaires	341 675	29,5	236 242	20,4	577 917	24,9	40,9
Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	8 170	0,7	10 163	0,9	18 333	0,8	55,4
Instituteurs et assimilés	15 052	1,3	57 064	4,9	72 116	3,1	79,1
Maîtres d'internats, surveillants d'externat	10 804	0,9	21 180	1,8	31 984	1,4	66,2
Professions intellectuelles diverses	589	0,1	1 761	0,2	2 350	0,1	74,9
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	3 657	0,3	16 507	1,4	20 164	0,9	81,9
Clergé	1 376	0,1	321	0,0	1 697	0,1	18,9
Professions intermédiaires administratives	38 480	3,3	84 134	7,2	122 614	5,3	68,6
Professions intermédiaires de la police et des prisons	8 820	0,8	2 369	0,2	11 189	0,5	21,2
Professions intermédiaires techniques	39 979	3,4	11 101	1,0	51 080	2,2	21,7
Agents techniques	8 587	0,7	5 273	0,5	13 860	0,6	38,0
Maîtrise ouvrière	35 992	3,1	3 968	0,3	39 960	1,7	9,9
Sous-officiers	170 169	14,7	22 401	1,9	192 570	8,3	11,6
Employés	282 009	24,3	308 750	26,6	590 759	25,5	52,3
Employés	47 782	4,1	197 220	17,0	245 002	10,6	80,5
Personnels de service	27 382	2,4	66 624	5,7	94 006	4,1	70,9
Vacataires, personnels divers SAI	5 223	0,5	6 506	0,6	11 729	0,5	55,5
Personnels de la police et des prisons	106 739	9,2	17 669	1,5	124 408	5,4	14,2
Militaires et volontaires militaires	94 883	8,2	20 731	1,8	115 614	5,0	17,9
Ouvriers	78 452	6,8	19 526	1,7	97 978	4,2	19,9
Ensemble	1 159 318	100,0	1 160 495	100,0	2 319 813	100,0	50,0

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

Graphique 2-7 : Les catégories socioprofessionnelles les moins féminisées

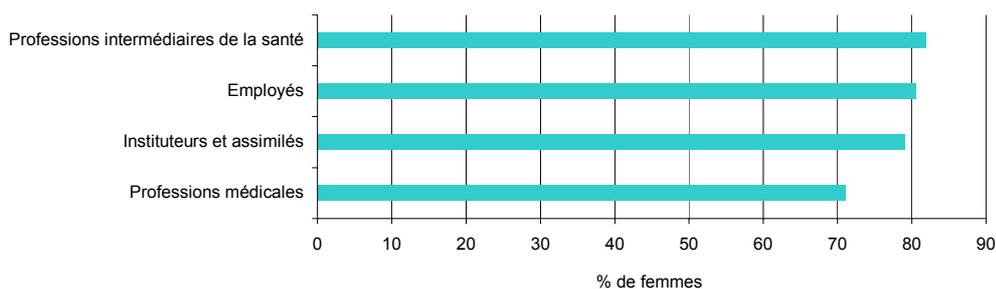


DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

Graphique 2-8 : Les catégories socioprofessionnelles les plus féminisées

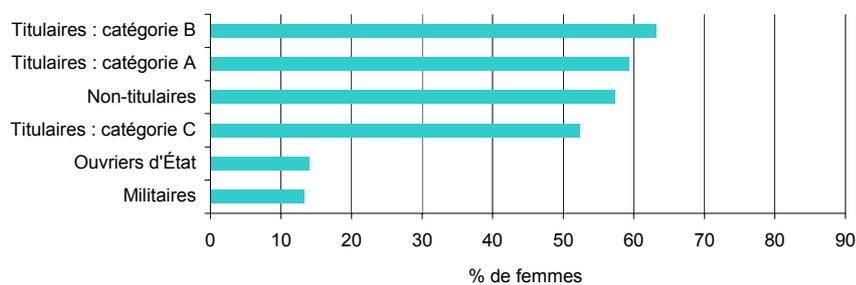


DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

Graphique 2-9 : Part des femmes selon la catégorie



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-7 : Enseignants au 31-12-2004

Ministères	Enseignants	Non enseignants	Part des enseignants	Dont % d'enseignants titulaires
Affaires étrangères	3 415	15 653	17,9	67,0
Agriculture	9 603	28 105	25,5	82,5
Culture	1 158	12 757	8,3	81,3
Éducation nationale	871 018	332 782	72,4	95,8
<i>Enseignement scolaire</i>	792 145	258 984	75,4	96,4
<i>Enseignement supérieur</i>	78 873	63 252	55,5	89,8
<i>Recherche (allocataires uniquement)</i>	0	10 546	0,0	-
Autres ministères	6 764	689 565	1,0	72,9
Total	891 958	1 078 862	45,3	95,4

Enseignants de l'enseignement privé sous contrat

Tutelle Éducation nationale	148 785
Tutelle Agriculture	5 133
Total	153 918

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

T 2-8 : Agents des ministères par région, département et ministère au 31-12-2004 (1^{ère} partie)

Régions et départements	Éducation nationale et Jeunesse et Sports	Économie	Intérieur et Outre-Mer	Équipement	Justice	Agriculture	Autres ministères civils	Défense civile	Total civils	Défense militaires (1)	Total (1)
Alsace	36 256	4 819	4 658	2 600	2 272	811	786	1 083	53 285	9 915	63 200
Bas-Rhin	22 873	3 031	2 833	1 595	1 196	523	576	933	33 560		
Haut-Rhin	13 383	1 788	1 825	1 005	1 076	288	210	150	19 725		
Aquitaine	54 179	8 579	7 087	6 142	3 277	2 089	1 632	7 070	90 055	20 224	110 279
Dordogne	6 114	989	1 213	701	590	299	242	196	10 344		
Gironde	27 069	4 360	3 320	3 102	1 432	836	843	5 315	46 277		
Landes	5 469	841	374	721	217	245	122	910	8 899		
Lot-et-Garonne	5 092	774	646	553	504	329	139	59	8 096		
Pyrénées-Atlantiques	10 435	1 615	1 534	1 065	534	380	286	590	16 439		
Auvergne	24 770	4 783	3 103	3 738	1 459	1 640	815	2 222	42 530	5 252	47 782
Allier	5 925	841	572	786	573	304	120	361	9 482		
Cantal	2 560	428	305	681	95	273	107	5	4 454		
Haute-Loire	2 955	531	276	692	124	297	125	6	5 006		
Puy-de-Dôme	13 330	2 983	1 950	1 579	667	766	754	1 850	23 588		
Basse-Normandie	26 705	3 814	2 112	2 891	1 410	1 181	707	3 533	42 353	4 934	47 287
Calvados	13 862	2 006	1 084	1 160	785	455	406	251	20 009		
Manche	8 062	1 127	653	1 171	262	448	176	3 276	15 175		
Orne	4 781	681	375	560	363	278	125	6	7 169		
Bourgogne	30 900	4 723	3 476	4 123	2 450	1 797	884	1 338	49 691	7 090	56 781
Côte-d'Or	11 660	1 893	1 310	1 115	1 380	895	477	502	19 232		
Nièvre	3 839	786	363	880	177	246	107	294	6 692		
Saône-et-Loire	9 764	1 200	913	1 271	434	424	169	328	14 503		
Yonne	5 637	844	890	857	459	232	131	214	9 264		
Bretagne	45 215	7 958	5 259	6 218	2 562	2 535	1 417	12 914	84 078	28 452	112 530
Côtes-d'Armor	8 091	1 295	866	1 152	306	563	173	8	12 454		
Finistère	12 182	1 943	1 028	1 967	486	566	252	7 196	25 620		
Ille-et-Vilaine	16 893	3 190	2 327	1 778	1 310	923	796	2 733	29 950		
Morbihan	8 049	1 530	1 038	1 321	460	483	196	2 977	16 054		
Centre	44 898	6 410	4 494	4 509	2 466	1 573	1 239	4 610	70 199	18 256	88 455
Cher	5 296	780	767	623	351	191	157	1 458	9 623		
Eure-et-Loir	7 165	867	553	749	447	163	134	313	10 391		
Indre	3 865	606	363	682	637	212	106	644	7 115		
Indre-et-Loire	10 626	1 345	1 177	703	256	265	204	741	15 317		
Loiret	12 753	2 058	1 212	1 029	593	485	482	1 044	19 656		
Loir-et-Cher	5 193	754	422	723	182	257	156	410	8 097		
Champagne-Ardenne	27 807	3 982	4 157	3 508	1 538	1 016	714	2 087	44 809	13 395	58 204
Ardennes	5 895	723	1 123	771	168	237	112	78	9 107		
Aube	5 419	695	1 135	550	600	186	117	439	9 141		
Haute-Marne	3 976	542	313	697	159	183	99	321	6 290		
Marne	12 517	2 022	1 586	1 490	611	410	386	1 249	20 271		
Corse	5 576	1 229	1 301	1 179	534	269	307	253	10 648	2 744	13 392
Corse-du-Sud	2 543	697	723	629	128	154	209	184	5 267		
Haute-Corse	3 033	532	578	550	406	115	98	69	5 381		
Franche-Comté	24 460	3 388	2 255	2 517	954	910	666	777	35 927	8 412	44 339
Doubs	12 115	1 672	1 150	899	545	396	376	542	17 695		
Haute-Saône	4 322	569	294	629	164	162	104	132	6 376		
Jura	4 970	736	491	705	142	260	101	15	7 420		
Territoire de Belfort	3 053	411	320	284	103	92	85	88	4 436		
Haute-Normandie	36 120	5 008	4 368	2 815	1 894	718	795	806	52 524	3 810	56 334
Eure	9 999	1 080	580	769	664	241	157	704	14 194		
Seine-Maritime	26 121	3 928	3 788	2 046	1 230	477	638	102	38 330		

2 Effectifs des ministères

2.1 Principales caractéristiques

T 2-8 : Agents des ministères par région, département et ministère au 31-12-2004 (2^{ème} partie)

Régions et départements	Éducation nationale et Jeunesse et Sports	Économie	Intérieur et Outre-Mer	Équipement	Justice	Agriculture	Autres ministères civils	Défense civile	Total civils	Défense militaires (1)	Total (1)
Île-de-France	241 746	50 705	60 691	16 086	18 462	4 105	22 800	22 152	436 747	44 047	480 794
Essonne	24 669	2 196	4 064	1 752	2 324	159	282	1 737	37 183		
Hauts-de-Seine	25 790	3 766	5 125	5 119	1 201	54	771	1 570	43 396		
Paris	58 299	25 495	29 055	3 240	7 589	2 792	18 718	12 258	157 446		
Seine-et-Marne	25 039	3 761	3 762	1 487	1 029	248	603	229	36 158		
Seine-Saint-Denis	31 640	5 593	4 799	793	1 276	20	430	338	44 889		
Val-de-Marne	27 057	3 194	4 714	1 290	2 236	446	334	2 264	41 535		
Val-d'Oise	22 651	3 431	4 711	1 161	822	62	401	128	33 367		
Yvelines	26 601	3 269	4 461	1 244	1 985	324	1 261	3 628	42 773		
Languedoc-Roussillon	44 587	7 352	6 842	4 893	2 442	1 764	1 371	1 219	70 470	14 806	85 276
Aude	5 171	937	869	942	181	296	139	55	8 590		
Gard	10 419	1 717	2 518	930	610	240	268	558	17 260		
Hérault	20 463	3 021	2 060	1 727	1 039	817	717	471	30 315		
Lozère	1 365	307	198	545	72	202	75	2	2 766		
Pyrénées-Orientales	7 169	1 370	1 197	749	540	209	172	133	11 539		
Limousin	14 152	2 304	1 880	1 997	776	1 217	623	917	23 866	4 180	28 046
Corrèze	4 160	617	395	663	360	470	103	182	6 950		
Creuse	2 369	424	212	505	82	218	130	269	4 209		
Haute-Vienne	7 623	1 263	1 273	829	334	529	390	466	12 707		
Lorraine	50 460	5 924	6 184	4 553	3 060	1 328	1 125	4 103	76 737	24 601	101 338
Meurthe-et-Moselle	18 243	1 878	2 343	1 455	1 159	563	516	1 202	27 359		
Meuse	3 906	570	339	673	474	170	114	219	6 465		
Moselle	20 588	2 537	3 067	1 595	1 091	404	367	2 589	32 238		
Vosges	7 723	939	435	830	336	191	128	93	10 675		
Midi-Pyrénées	52 119	8 237	6 044	8 762	2 613	3 223	1 484	3 008	85 490	14 120	99 610
Ariège	2 670	474	278	489	90	150	99	44	4 294		
Aveyron	3 755	697	405	878	134	404	107	76	6 456		
Gers	2 990	535	246	527	70	297	93	14	4 772		
Haute-Garonne	26 807	3 938	3 075	4 409	1 504	1 392	751	1 747	43 623		
Hautes-Pyrénées	4 108	624	665	677	352	264	108	147	6 945		
Lot	2 853	475	284	544	97	218	101	292	4 864		
Tarn	5 534	992	568	733	237	277	126	55	8 522		
Tarn-et-Garonne	3 402	502	523	505	129	221	99	633	6 014		
Nord-Pas-de-Calais	81 180	10 092	10 950	5 319	4 322	830	1 622	1 400	115 715	7 740	123 455
Nord	52 284	7 112	7 280	3 308	2 964	518	1 233	1 333	76 032		
Pas-de-Calais	28 896	2 980	3 670	2 011	1 358	312	389	67	39 683		
Pays de la Loire	48 653	9 175	4 580	5 169	2 655	2 308	2 699	2 976	78 215	10 435	88 650
Loire-Atlantique	19 373	4 629	2 108	1 976	1 477	794	1 967	1 318	33 642		
Maine-et-Loire	10 330	1 639	921	976	496	495	235	1 004	16 096		
Mayenne	3 968	653	318	552	172	336	113	61	6 173		
Sarthe	9 477	1 036	807	749	262	272	210	504	13 317		
Vendée	5 505	1 218	426	916	248	411	174	89	8 987		
Picardie	37 398	4 408	2 852	3 178	1 993	864	911	856	52 460	9 485	61 945
Aisne	10 264	1 169	877	1 055	528	246	183	345	14 667		
Oise	14 620	1 430	1 154	1 078	797	230	322	461	20 092		
Somme	12 514	1 809	821	1 045	668	388	406	50	17 701		
Poitou-Charentes	31 184	5 217	2 799	3 295	1 508	1 658	860	2 490	49 011	13 307	62 318
Charente	5 789	921	504	703	255	246	127	1 061	9 606		
Charente-Maritime	10 144	1 824	1 022	1 259	677	402	197	832	16 357		
Deux-Sèvres	5 399	827	483	599	188	370	128	170	8 164		
Vienne	9 852	1 645	790	734	388	640	408	427	14 884		

T 2-8 : Agents des ministères par région, département et ministère au 31-12-2004 (3^{ème} partie)

Régions et départements	Éducation nationale et Jeunesse et Sports	Économie	Intérieur et Outre-Mer	Équipement	Justice	Agriculture	Autres ministères civils	Défense civile	Total civils	Défense militaires (1)	Total (1)
Provence-Alpes-Côte d'Azur	85 734	13 107	15 081	7 482	6 353	1 564	2 270	13 329	144 920	45 280	190 200
Alpes-de-Haute-Provence	2 863	455	285	588	104	133	94	31	4 553		
Alpes-Maritimes	18 637	3 161	3 057	1 225	1 141	186	393	80	27 880		
Bouches-du-Rhône	36 939	5 615	8 490	3 687	3 471	484	1 229	3 154	63 069		
Hautes-Alpes	2 462	435	326	515	89	152	97	67	4 143		
Var	15 418	2 270	1 910	905	968	225	266	9 844	31 806		
Vaucluse	9 415	1 171	1 013	562	580	384	191	153	13 469		
Rhône-Alpes	112 813	15 293	13 043	9 844	5 339	3 202	2 682	3 641	165 857	20 201	186 058
Ain	9 076	1 246	491	790	235	284	162	365	12 649		
Ardèche	4 074	648	414	675	133	200	127	4	6 275		
Drôme	7 576	1 045	808	780	320	290	168	180	11 167		
Haute-Savoie	10 615	1 936	1 101	949	374	237	193	57	15 462		
Isère	25 573	2 539	1 618	1 527	1 057	408	384	528	33 634		
Loire	12 139	1 696	1 747	932	541	392	286	208	17 941		
Rhône	35 931	4 935	6 216	3 132	2 157	1 162	1 211	2 222	56 966		
Savoie	7 829	1 248	648	1 059	522	229	151	77	11 763		
Dom	45 359	4 464	4 099	3 180	2 265	942	1 225	904	62 438	7 034	69 472
Guadeloupe	10 314	1 316	1 169	849	631	260	357	88	14 984		
Guyane	5 311	526	736	513	355	118	174	206	7 939		
Martinique	9 772	1 268	1 020	880	532	253	305	331	14 361		
Réunion	19 962	1 354	1 174	938	747	311	389	279	25 154		
Autres collectivités d'Outre-Mer	9 182	749	1 519	825	547	143	277	763	14 005	4 271	18 276
Étranger	376	2 465	233	97	-	21	14 996	602	18 790	7 002	25 792
Total	1 211 829	194 185	179 067	114 677	73 151	37 708	65 150	95 053	1 970 820	348 993	2 319 813

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

(1) L'information sur les militaires n'est pas diffusable par département. Les quelques militaires rémunérés par des ministères civils sont groupés avec ceux de la Défense.

2 Effectifs des ministères

2.2 Non-titulaires

Le statut général pose le principe que les emplois civils permanents de l'État à temps complet sont occupés par des titulaires. Dans le respect de ce principe, l'emploi de non-titulaires est néanmoins prévu par certaines dispositions législatives. Les ministères en emploient 164 400 fin 2004. Ils sont le plus souvent de niveau A (45 %) mais le niveau B est important (30 %). Le niveau C, enfin, représente 25 %. Cette structure est assez différente de celle observée chez les titulaires, où l'écart entre les catégories A et B est beaucoup plus grand (55 % en A, 15 % en B), et où la catégorie C est plus importante (30 %).

Dans les ministères, le nombre de non-titulaires a baissé de 20 000 personnes, passant de 184 400 à 164 400 entre 2003 et 2004 (- 11 %).

Cette baisse est liée, pour une large part, au dispositif d'aide à l'emploi créé en 2003 et instituant les assistants d'éducation. Ces derniers ont vocation à remplacer les MI-SE (maîtres d'internat et surveillants d'externat) et les emplois-jeunes. Cette mesure modifie la répartition des non-titulaires entre ministères et établissements publics. En effet, elle conduit à la suppression de 12 600 postes occupés par des maîtres d'internat et surveillants d'externat (MI-SE), comptés dans les effectifs des ministères (Éducation nationale et Agriculture) et à l'affectation aux budgets des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de 13 700 postes d'assistants d'éducation. **La baisse du nombre de non-titulaires s'explique aussi par des mesures de titularisation de 5 000 non-titulaires en 2004 dans le cadre du plan de résorption de l'emploi précaire et par un recours moindre à ce type d'emploi.**

Une moitié de non-titulaires relève de catégories très spécifiques n'ayant pas vocation à être exercées par des titulaires. En 2004, 76 400 personnes appartiennent à des catégories d'emplois qui ne peuvent être occupées que par des non-titulaires en raison du caractère particulier des missions accomplies ou de leur caractère non permanent. La dimension particulière des fonctions occupées place ces catégories de non-titulaires hors du champ de la loi de résorption de l'emploi précaire du 3 janvier 2001. Compte tenu du fait que les fonctions sont, dans certaines de ces catégories, exercées à temps incomplet, on observe qu'en moyenne 100 personnes physiques correspondent à 76 équivalents temps plein (ETP).

En croisant définitions juridiques et données statistiques disponibles dans le fichier de paie

de l'Insee, on peut identifier les catégories spécifiques de non-titulaires suivantes :

- **les maîtres d'internat et surveillants d'externat** (MI-SE, 26 500 personnes, 21 600 ETP) représentent encore à eux seuls, fin 2004, 57 % des non-titulaires de niveau B. Leur emploi est exercé parallèlement à la poursuite d'études supérieures. Leur nombre, stationnaire depuis 2003, avait beaucoup diminué entre 2002 et 2003 avec l'instauration des assistants d'éducation (ils étaient 52 400 en 2002) ;

- **les enseignants temporaires et les chercheurs temporaires** (29 600 personnes, 23 300 ETP) représentent 44 % des non-titulaires de niveau A. 10 500 sont allocataires de recherche ; les autres exercent notamment des fonctions d'enseignants associés, d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER), d'assistants hospitalo-universitaires. Ces contrats temporaires sont destinés à des personnes qui préparent des concours dans les corps de l'enseignement ou de la recherche ou à des professionnels extérieurs à l'université qui viennent y enseigner à temps partiel ;

- **les recrutés locaux** (9 300 personnes, 8 500 ETP) sont des personnes recrutées à l'étranger ou dans les territoires d'Outre-Mer et dont le contrat est soumis aux dispositions juridiques locales. Ils occupent principalement des emplois de service, de surveillance et d'ouvriers, mais les emplois de niveau A ou B représentent tout de même 40 % des recrutés locaux ;

- **les personnels de service** (3 600 personnes, 1 600 ETP) exercent des tâches spécifiques et sont souvent employés à temps incomplet. En raison de ces particularités, ils étaient considérés, avant la jurisprudence Berkani (1998), comme relevant du droit privé. La loi du 12 avril 2000 a donné aux personnels alors en fonction la possibilité d'opter avant fin 2000 pour un contrat de droit public de durée indéterminée ou pour le droit privé. Les nouveaux recrutés bénéficient, pour leur part, d'un contrat de droit public. Les intéressés sont principalement employés par les services déconcentrés de l'Économie et dans les préfectures ;

- **les cas particuliers** (7 300 personnes, 3 000 en ETP) concernent des situations plus ponctuelles d'emploi temporaire ou particulier. On citera par exemple les assistants de justice, les académiciens ou les aumôniers des prisons. Cette catégorie comprend également des personnes occupant, au sein de l'État, une activité secondaire. La conversion des effectifs

de cette catégorie en ETP (0,4 ETP pour une personne physique) montre bien le caractère accessoire de ces emplois.

En dehors de ces catégories spécifiques de non-titulaires, d'autres emplois peuvent, à titre dérogatoire, être ouverts au recrutement de non-titulaires pour assurer une certaine souplesse de gestion. Ces « autres non-titulaires » représentent 88 000 personnes (74 000 ETP), soit moins de 4 % de l'emploi des ministères. La moitié environ d'entre eux ont travaillé 12 mois en 2004 et 65 % ont travaillé 10 mois ou plus. Ces agents bénéficient dans leur grande majorité de contrats à durée déterminée : les seuls agents autorisés par la loi à bénéficier de contrats à durée indéterminée étant essentiellement ceux recrutés avant juillet 1983 et ceux correspondant à un besoin permanent impliquant un service à temps incomplet. La loi de juillet 2005 transposant à la fonction publique française la directive européenne du 28 juin 1999 sur le travail à durée déterminée permet, sous

certaines conditions, la reconduction de contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée.

Une partie de ces « autres non-titulaires » est potentiellement éligible au plan de résorption de l'emploi précaire, sous réserve qu'ils remplissent les conditions de nature de contrat, de nature de fonctions exercées, d'ancienneté et de diplôme. Entre 2001 et 2005, les mesures de titularisation ont permis d'ouvrir 32 400 postes à la résorption de l'emploi précaire, auxquels s'ajoutent les recrutements par examen professionnel (sans ouverture de postes). Entre 2001 et 2004, soit un an avant la fin du plan, 31 000 personnes ont été titularisées sur des postes ouverts à ce type de recrutement. Néanmoins, ce dispositif ne constitue pas l'unique voie de recrutement possible : 37 000 personnes qui ont été recrutées dans la fonction publique de l'État en dehors de la voie des concours réservés entre 2001 et 2004 étaient des non-titulaires.

III Définitions et méthodes

La combinaison pertinente de certaines informations statistiques contenues dans le fichier de paie de l'Insee a permis d'établir une typologie statistique des non-titulaires qui s'articule avec la typologie juridique. Le fichier de paie ne comporte pas, en revanche, d'éléments concernant la

gestion de la carrière des agents. La nature juridique du lien des non-titulaires avec l'État (distinction entre contrats de durée déterminée et indéterminée, fondement juridique du contrat notamment) et l'ancienneté des agents (dans l'emploi, depuis le recrutement...) font notamment défaut.

Pour plus d'informations

- Loi n° 2005-843 du 26 juillet portant diverses mesures de transposition de droit communautaire à la fonction publique, chapitre III.
- Loi n° 2003-400 du 30 avril 2003 relative aux assistants d'éducation.
- Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (dite loi Berkani), visant certains personnels d'entretien, de gardiennage, de restauration et les agents recrutés par les services de l'État à l'étranger soumis au droit local.
- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, articles 3, 4, 5, 6, 27 et 82.
- Les non-titulaires de l'État de 1990 à 2000, Annie Brenot-Ouldali, l'Observatoire de l'emploi public, Rapport annuel octobre 2002, annexe 2, La Documentation française, 2003.

2 Effectifs des ministères

2.2 Non-titulaires

T 2-9 : Non titulaires des ministères par catégorie hiérarchique au 31-12-2004

Ministères	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Catégorie indéterminée		Total non-titulaires	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Affaires étrangères	3 222	40,4	865	56,8	4 153	41,5	1 031	53,9	9 271	43,9
Affaires sociales	1 751	59,1	308	72,7	1 721	76,7	485	68,0	4 265	68,2
Santé	816	63,1	200	69,5	1 260	76,5	338	65,1	2 614	70,3
Emploi	935	55,5	108	78,7	461	77,2	147	74,8	1 651	64,8
Agriculture	2 413	45,6	908	46,3	958	73,3	938	65,5	5 217	54,4
Culture	880	43,3	138	58,0	61	78,7	735	60,1	1 814	52,4
Défense	2 996	26,5	1 503	30,9	2 726	50,3	1 031	46,0	8 256	37,6
Économie	1 822	37,7	633	59,1	6 443	81,6	1 275	50,0	10 173	68,4
Éducation nationale	48 849	49,0	38 364	68,0	13 372	76,1	1 156	79,2	101 741	60,1
Enseignement scolaire	23 582	56,8	37 877	68,0	10 909	76,6	1 015	84,1	73 383	65,9
Enseignement supérieur	14 726	41,1	487	67,6	2 463	73,8	141	44,0	17 817	46,4
Recherche (1)	10 541	42,5	0	-	0	-	0	-	10 541	42,5
Équipement	2 620	30,1	1 031	32,2	1 933	69,0	2 029	42,5	7 619	43,5
Hors Aviation civile	2 382	31,4	983	33,2	1 697	72,2	1 774	44,9	6 836	45,3
Aviation civile	244	17,6	48	12,5	236	45,8	255	25,9	783	28,5
Intérieur	1 246	32,9	430	48,4	5 501	72,1	177	44,6	7 354	63,4
Police nationale	233	43,3	157	60,5	1 174	71,0	60	21,7	1 624	64,2
Hors Police nationale	1 013	30,5	273	41,4	4 327	72,3	117	56,4	5 730	63,1
Jeunesse et Sports	760	28,7	375	40,3	252	71,0	901	26,0	2 288	34,2
Justice	655	45,2	1 778	58,4	472	59,7	1 652	72,5	4 557	61,8
Outre-Mer	59	20,3	75	9,3	254	56,7	101	55,4	489	44,8
Services du Premier ministre	813	41,7	149	52,3	50	62,0	318	49,4	1 330	45,5
Total	68 092	46,0	46 557	64,4	37 896	70,0	11 829	55,4	164 374	57,4
Total hors enseignants	32 766	40,3	40 725	63,7	37 896	70,0	11 829	55,4	123 216	58,6

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

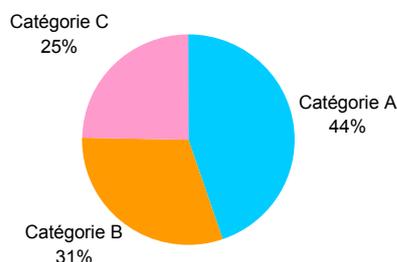
(1) Allocataires de recherche.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

Graphique 2-10 : Non-titulaires par catégorie hiérarchique, au 31-12-2004



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

T 2-10 : Non titulaires des ministères en équivalents temps plein par catégorie hiérarchique au 31-12-2004

Ministères	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Catégorie indéterminée		Total non-titulaires	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Affaires étrangères	2 844	36,7	817	56,1	4 009	40,3	988	53,5	8 658	42,1
Affaires sociales	1 558	58,8	280	71,3	1 416	77,0	322	70,1	3 576	68,0
<i>Santé</i>	650	64,8	180	67,8	1 094	76,2	216	69,4	2 140	71,3
<i>Emploi</i>	908	54,6	100	77,5	322	79,8	106	71,5	1 436	63,1
Agriculture	2 095	44,0	801	45,7	781	73,1	859	65,9	4 535	53,5
Culture	826	43,9	132	56,3	52	75,2	617	61,5	1 627	52,6
Défense	2 899	25,6	1 359	30,5	2 382	46,7	740	49,2	7 379	35,7
Économie	1 654	37,2	618	58,4	3 485	72,5	881	49,2	6 638	59,3
Éducation nationale	38 876	48,0	31 631	67,5	11 999	74,8	675	77,0	83 181	59,6
<i>Enseignement scolaire</i>	19 271	53,9	31 180	67,5	9 726	75,3	598	81,4	60 774	64,6
<i>Enseignement supérieur</i>	12 545	42,2	452	66,7	2 273	73,0	77	43,6	15 347	47,5
<i>Recherche (1)</i>	7 060	42,5	0	-	0	-	0	-	7 060	42,5
Équipement	2 413	29,5	952	31,7	1 238	63,2	1 437	41,7	6 039	39,7
<i>Hors Aviation civile</i>	2 176	31,0	906	32,9	1 023	67,0	1 276	44,1	5 380	41,2
<i>Aviation civile</i>	237	16,4	46	9,5	215	44,9	161	23,1	659	26,9
Intérieur	1 067	31,8	397	42,6	2 861	75,3	378	32,5	4 704	59,2
<i>Police nationale</i>	362	25,7	156	51,2	211	74,1	334	26,3	1 063	39,2
<i>Hors Police nationale</i>	706	35,0	242	37,1	2 650	75,3	44	79,8	3 641	65,0
Jeunesse et Sports	376	46,1	1 106	54,3	257	62,2	1 104	72,4	2 844	61,0
Justice	57	18,8	75	9,3	236	54,2	72	53,8	440	41,9
Outre-Mer	220	43,8	127	62,0	846	72,6	25	13,9	1 217	65,1
Services du Premier ministre	617	44,4	145	51,9	45	59,3	259	52,0	1 065	47,9
Total	55 502	44,8	38 442	63,7	29 606	66,9	8 356	56,4	131 906	56,0
Total hors enseignants	26 819	39,9	33 076	62,6	29 606	66,9	8 356	56,4	97 857	57,1

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Allocataires de recherche.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

2 Effectifs des ministères

2.2 Non-titulaires

T 2-11 : Typologie des non-titulaires des ministères au 31-12-2004

Ministères	Catégories spécifiques de non-titulaires					Total catégories spécifiques	Autres non-titulaires	Total non-titulaires
	Maîtres d'internat et surveillants d'externat	Enseignants et chercheurs temporaires	Recrutés locaux	Personnels de service	Cas particuliers			
Affaires étrangères	0	11	5 060	420	747	6 238	3 033	9 271
Affaires sociales	0	0	25	32	344	401	3 864	4 265
<i>Santé</i>	0	0	4	10	209	223	2 391	2 614
<i>Emploi</i>	0	0	21	22	135	178	1 473	1 651
Agriculture	568	3	33	59	16	679	4 538	5 217
Culture	0	4	2	4	25	35	1 779	1 814
Défense	89	5	1 052	40	630	1 816	6 440	8 256
Économie	0	0	1 027	1 054	1 184	3 265	6 908	10 173
Éducation nationale	25 862	29 265	1 398	44	587	57 156	44 585	101 741
<i>Enseignement scolaire</i>	25 846	5 845	1 357	44	218	33 310	40 073	73 383
<i>Enseignement supérieur</i>	16	12 886	41	0	369	13 312	4 505	17 817
<i>Recherche (1)</i>	0	10 534	0	0	0	10 534	7	10 541
Équipement	0	16	163	94	610	883	6 736	7 619
<i>Hors Aviation civile</i>	0	1	24	86	480	591	6 245	6 836
<i>Aviation civile</i>	0	15	139	8	130	292	491	783
Intérieur	0	321	121	1 645	320	2 407	4 947	7 354
<i>Police nationale</i>	0	0	121	10	211	342	1 282	1 624
<i>Hors Police nationale</i>	0	321	0	1 635	109	2 065	3 665	5 730
Jeunesse et Sports	14	0	31	3	1 242	1 290	998	2 288
Justice	0	0	75	178	1 589	1 842	2 715	4 557
Outre-Mer	0	0	312	56	0	368	121	489
Services du Premier ministre	0	2	12	1	21	36	1 294	1 330
Total	26 533	29 627	9 311	3 630	7 315	76 416	87 958	164 374

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

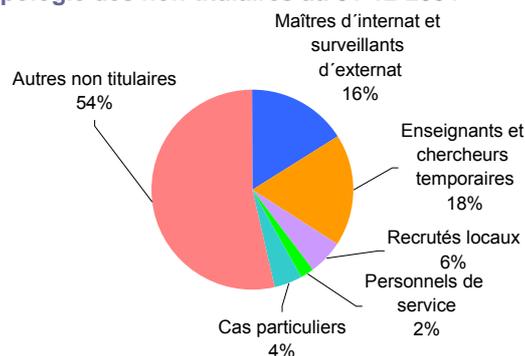
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Allocataires de recherche.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Graphique 2-11 : Typologie des non-titulaires au 31-12-2004



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

T 2-12 : Typologie des non-titulaires des ministères en équivalents temps plein au 31-12-2004

Ministères	Catégories spécifiques de non-titulaires					Total catégories spécifiques	Autres non-titulaires	Total non-titulaires
	Maîtres d'internat et surveillants d'externat	Enseignants et chercheurs temporaires	Recrutés locaux	Personnels de service	Cas particuliers			
Affaires étrangères	0	11	4 579	389	747	5 725	2 933	8 658
Affaires sociales	0	0	25	21	118	164	3 413	3 576
<i>Santé</i>	0	0	4	8	51	63	2 077	2 140
<i>Emploi</i>	0	0	21	13	67	101	1 336	1 436
Agriculture	484	2	29	43	8	565	3 970	4 535
Culture	0	3	2	4	10	19	1 608	1 627
Défense	71	5	1 049	26	281	1 432	5 947	7 379
Économie	0	0	920	363	623	1 907	4 732	6 638
Éducation nationale	21 074	23 219	1 225	40	133	45 690	37 491	83 181
<i>Enseignement scolaire</i>	21 058	4 852	1 188	40	107	27 245	33 530	60 774
<i>Enseignement supérieur</i>	16	11 313	37	0	26	11 392	3 955	15 347
<i>Recherche (1)</i>	0	7 054	0	0	0	7 054	6	7 060
Équipement	0	13	162	50	126	351	5 688	6 039
<i>Hors Aviation civile</i>	0	0	24	43	94	161	5 219	5 380
<i>Aviation civile</i>	0	13	138	7	32	190	469	659
Intérieur	0	18	100	511	166	796	4 063	4 858
<i>Police nationale</i>	0	0	100	7	84	190	1 027	1 217
<i>Hors Police nationale</i>	0	18	0	504	83	605	3 036	3 641
Jeunesse et Sports	10	0	6	1	189	205	858	1 063
Justice	0	0	60	91	577	729	2 115	2 844
Outre-Mer	0	0	281	44	0	325	116	440
Services du Premier ministre	0	1	11	1	12	25	1 041	1 065
Total	21 638	23 272	8 450	1 583	2 989	57 932	73 974	131 906

DGAFFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Allocataires de recherche.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

2 Effectifs des ministères

2.3 Âge des agents de l'État

Les pyramides des âges des agents des différents ministères sont le résultat des politiques de recrutement passées. Pour l'ensemble des ministères civils, des recrutements très importants ont eu lieu entre le début des années 1960 jusqu'au milieu des années 1980. Par rapport à cette tendance globale, le rythme des embauches a été irrégulier à l'Intérieur, plus stable à l'Éducation nationale et ralenti à l'Équipement et à l'Économie depuis plusieurs années. Dans ces deux derniers ministères, les plus de 50 ans sont, en conséquence, particulièrement nombreux (38,7 %) et d'âge moyen élevé (48,5 ans). L'âge moyen des agents du ministère des Affaires sociales est, lui aussi, élevé (48,5 ans).

Par ailleurs, les fonctionnaires ne prennent pas leur retraite au même âge dans tous les ministères. Dans certains métiers, comme ceux de policier, d'instituteur ou de gardien de prison, on peut cesser son activité à partir de 55, voire 50 ans. La part des titulaires de plus de 50 ans de ces métiers, dits en « catégorie active », n'est que de 14 %, alors qu'elle est de 33 % pour les titulaires occupant un emploi dit « sédentaire ». **Ainsi les âges moyens sont-ils moins élevés aux ministères de l'Intérieur (41,1 ans), en particulier pour les agents de la Police Nationale (38,6 ans), à l'Éducation nationale (42,3 ans) et comme à la Justice (42,7 ans).**

L'âge moyen particulièrement peu élevé du ministère de la Défense (35,4 ans) illustre la part importante des militaires et volontaires parmi ces agents (78,5 %). Si on ne considère que les agents civils, l'âge moyen à la Défense s'élève alors à 44,5 ans.

Les agents de plus de 50 ans représentent près

du tiers des titulaires civils en 2004, alors qu'ils n'étaient que de 17 % en 1980 et 19 % en 1990. **Hors enseignants, près de 43 % des cadres ont plus de 50 ans ; cette proportion est même supérieure chez les hommes.**

Même si le vieillissement de la population active est général, le poids relatif des personnes ayant atteint l'âge de 50 ans est plus élevé dans l'État que dans les deux autres fonctions publiques et dans le secteur privé. **Les départs à la retraite nombreux ont déjà commencé et devraient s'accroître dans les années à venir, même si la réforme des retraites retardera le départ de la génération du baby boom, très présente dans l'Éducation nationale.** Cette forte croissance des départs à la retraite dans la fonction publique, mais aussi dans le secteur privé, risque d'accroître les tensions sur le marché du travail, notamment pour les plus qualifiés.

La répartition par âge et par région met en évidence **l'âge plus élevé des agents de toutes les régions du Sud-Sud-Ouest, avec des âges moyens globaux compris entre 42 et 43 ans, tandis que la Picardie, la Franche-Comté, la Lorraine et surtout la Champagne-Ardenne (seule région métropolitaine dont l'âge moyen est inférieur à 40 ans) sont les régions les plus jeunes.**

Cette différence d'âge entre le Nord et le Sud s'explique par le déséquilibre entre l'origine géographique des agents et la répartition géographique des emplois. Une mobilité géographique importante en résulte, les originaires des régions excédentaires comblant dans un premier temps les insuffisances des régions déficitaires, et regagnant ultérieurement leur région d'origine.

Pour plus d'informations

- « Les sorties de fonction à l'horizon 2018 : à partir de 2009, retour au calme progressif », Pierre Massal, Point Stat n° 02-02, DGAFP, avril 2002.
- « Mobilité et retour au pays des agents de l'État », Pierre Massal, Point Stat n° 6-2005, DGAFP, février 2005.

T 2-13 : Effectifs des ministères par âge et par sexe, au 31-12-2004

Ministères	% de moins de 30 ans		% de 50 ans et plus	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Affaires étrangères	8,6	14,0	38,5	33,4
Affaires sociales	6,8	7,3	43,9	33,1
<i>Santé</i>	6,7	8,3	45,0	34,3
<i>Emploi</i>	7,0	6,0	42,1	31,2
Agriculture	11,0	13,1	35,6	28,5
Culture	4,7	7,4	40,5	34,5
Défense	36,4	41,1	9,9	15,0
Économie	7,8	5,9	37,7	39,3
Éducation nationale	14,0	17,6	32,7	27,9
<i>Enseignement scolaire</i>	13,5	17,8	31,9	27,4
<i>Enseignement supérieur</i>	9,7	10,3	39,1	35,3
<i>Recherche</i>	97,6	98,0	0,1	0,0
Équipement	8,4	9,2	35,8	36,5
<i>Hors Aviation civile</i>	7,6	8,2	36,5	37,9
<i>Aviation civile</i>	15,5	16,9	30,6	25,7
Intérieur	20,3	18,2	18,9	23,1
<i>Police nationale</i>	21,8	27,5	16,5	13,1
<i>Hors Police nationale</i>	8,8	8,1	37,3	34,2
Jeunesse et Sports	10,7	11,7	35,3	32,5
Justice	11,3	14,4	23,5	26,7
Outre-Mer	33,4	18,3	18,1	31,6
Services du Premier ministre	10,7	9,3	35,4	34,7
Total	20,5	17,4	24,7	28,3

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

2 Effectifs des ministères

2.3 Âge des agents de l'État

T 2-14 : Âge moyen des agents des ministères au 31-12-2004 selon le ministère et le sexe

Ministères	Âge moyen		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Affaires étrangères	45,6	43,7	44,8
Affaires sociales	46,8	45,4	45,8
<i>Santé</i>	47,1	45,2	45,7
<i>Emploi</i>	46,4	45,7	45,9
Agriculture	44,4	42,6	43,5
Culture	46,8	44,9	45,8
Défense	35,4	35,8	35,4
Économie	45,2	46,2	45,8
Éducation nationale	43,3	41,7	42,3
<i>Enseignement scolaire</i>	43,2	41,6	42,1
<i>Enseignement supérieur</i>	45,3	44,1	44,7
<i>Recherche</i>	26,0	25,8	25,9
Équipement	44,9	45,1	44,9
<i>Hors Aviation civile</i>	45,2	45,5	45,3
<i>Aviation civile</i>	42,5	41,9	42,3
Intérieur	39,6	41,0	40,1
<i>Police nationale</i>	38,9	37,4	38,6
<i>Hors Police nationale</i>	45,6	45,0	45,2
Jeunesse et Sports	44,5	43,7	44,2
Justice	41,9	42,4	42,2
Outre-Mer	37,6	42,8	39,8
Services du Premier ministre	45,3	44,6	44,9
Total	40,7	41,9	41,3

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

Graphique 2-12 : Les ministères dont les agents sont les plus jeunes



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

T 2-15 : Titulaires civils des ministères selon l'âge et le sexe au 31-12-2004

	Effectifs	% de femmes de moins de 30 ans	% d'hommes de moins de 30 ans	Part des moins de 30 ans (%)	% de femmes de 50 ans et plus	% d'hommes de 50 ans et plus	Part des 50 ans et plus (%)
Catégorie A							
Ensemble	959 001	18,1	10,1	14,8	30,0	39,1	33,7
Hors enseignants	173 317	9,5	6,5	7,8	37,3	47,3	42,9
Enseignants	785 684	19,4	11,3	16,4	28,9	36,4	31,7
Catégorie B							
Ensemble	263 053	4,8	6,6	5,4	28,7	29,7	29,1
Hors enseignants	197 940	6,5	7,4	6,9	36,8	32,6	35,0
Enseignants	65 113	1,0	1,3	1,1	10,8	11,2	10,9
Catégorie C							
Ensemble	528 773	6,8	13,5	10,0	33,1	22,7	28,1
Ensemble	1 750 827	12,8	10,8	12,0	30,6	32,3	31,3
Hors enseignants	900 030	7,2	10,8	8,9	34,7	30,1	32,5
Enseignants	850 797	17,7	10,9	15,2	27,2	35,3	30,1

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

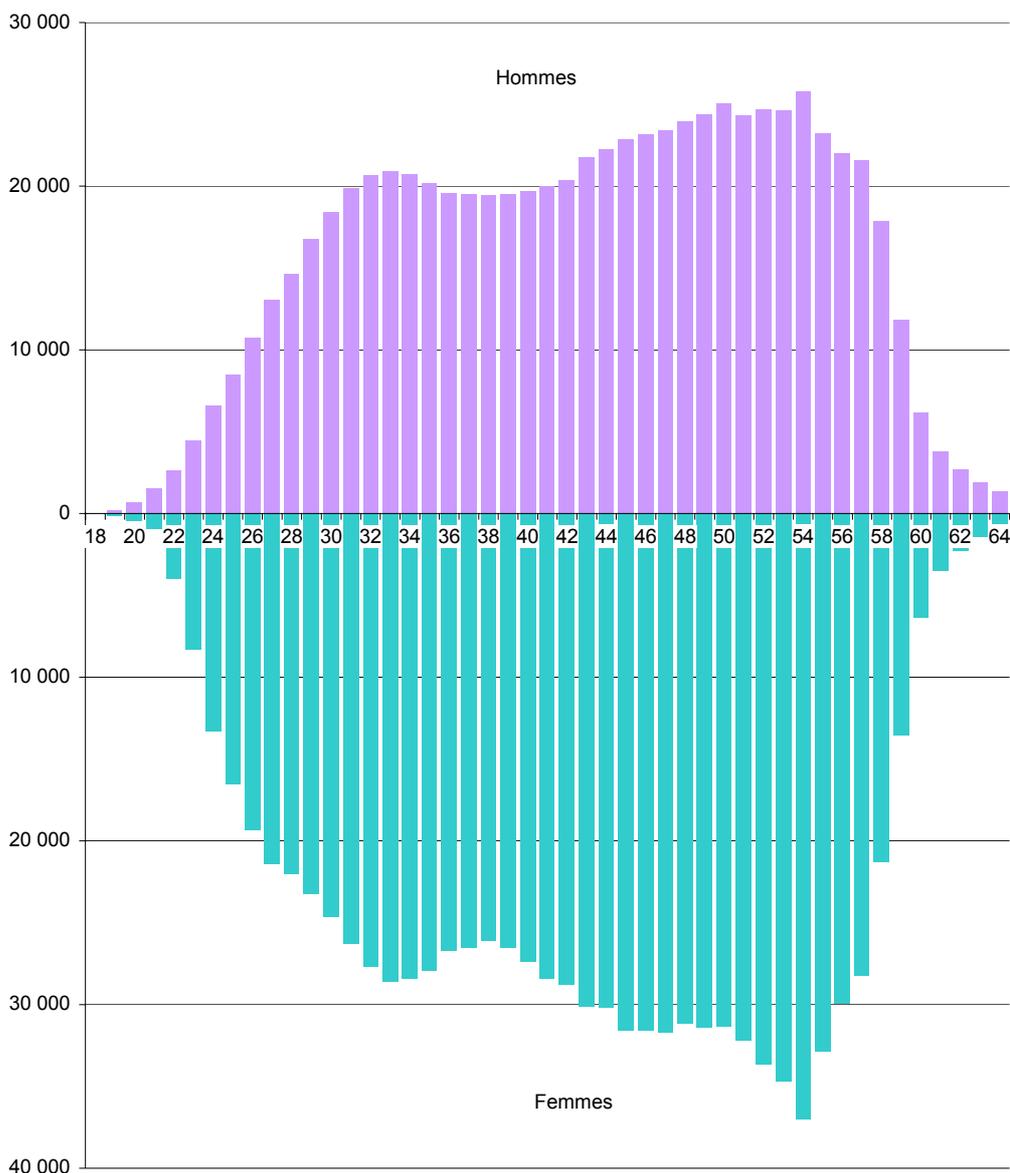
Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

2 Effectifs des ministères

2.3 Âge des agents de l'État

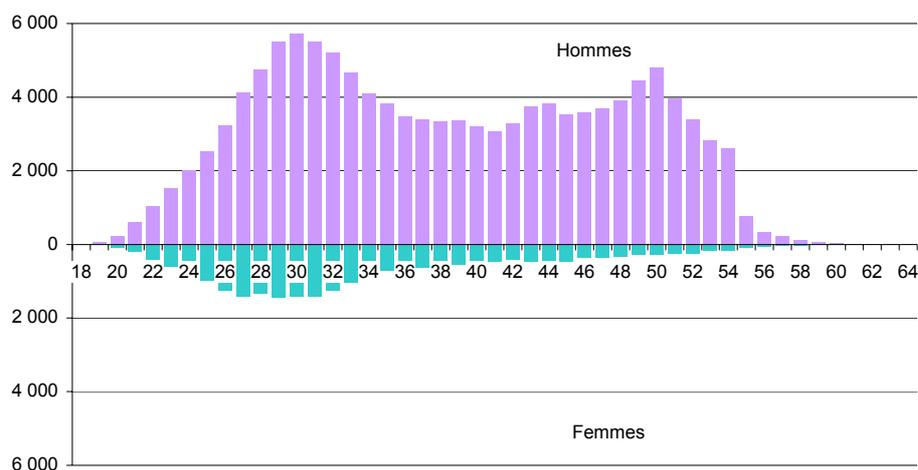
Graphique 2-13 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État
Âge révolu au 31-12-2004

Effectif



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-14 : Pyramide des âges des titulaires civils des catégories actives (1) des ministères - Âge révolu au 31-12-2004

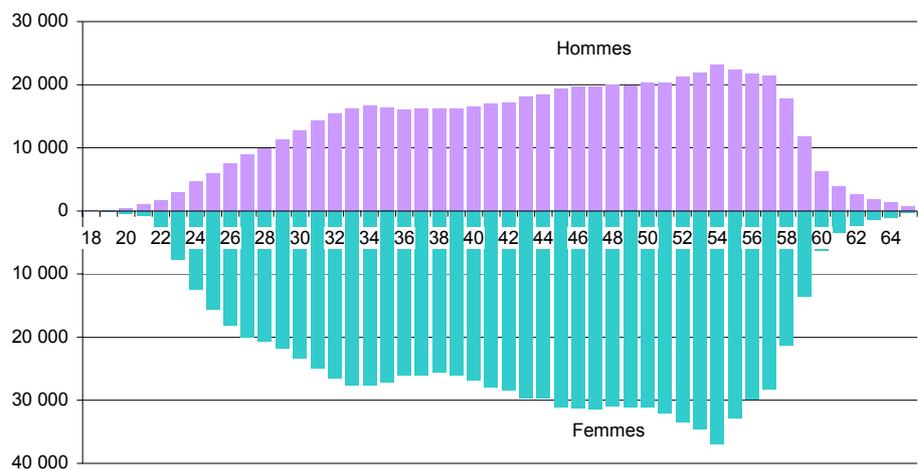


DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

- (1) Les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles sont classés en "catégorie active". Ces emplois sont assortis de conditions particulières au regard de l'âge de départ à la retraite, généralement autorisé dès 55 ans. Les autres emplois sont dits "sédentaires".

Graphique 2-15 : Pyramide des âges des titulaires civils des catégories sédentaires (1) des ministères - Âge révolu au 31-12-2004



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

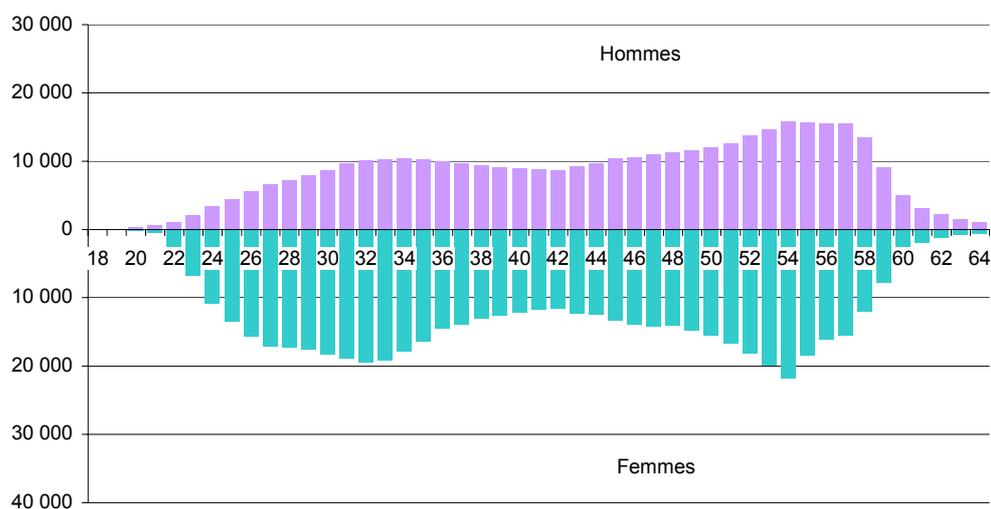
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

- (1) Les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles sont classés en "catégorie active". Ces emplois sont assortis de conditions particulières au regard de l'âge de départ à la retraite, généralement autorisé dès 55 ans. Les autres emplois sont dits "sédentaires".

2 Effectifs des ministères

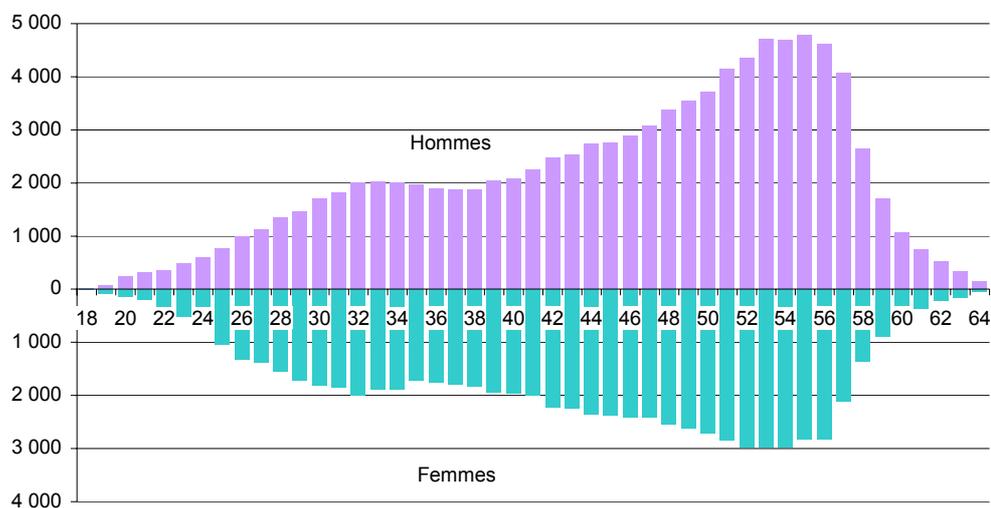
2.3 Âge des agents de l'État

Graphique 2-16 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie A
Âge révolu au 31-12-2004



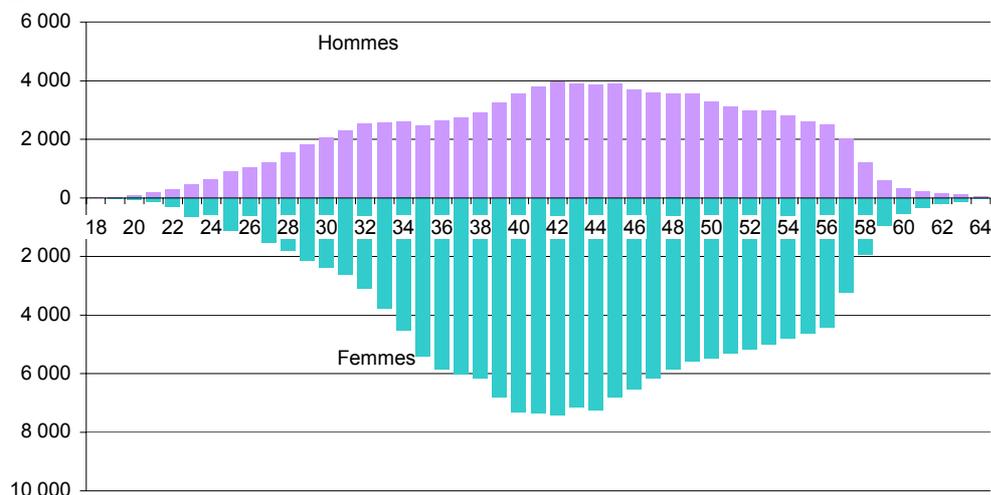
DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-17 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie A
hors enseignants - Âge révolu au 31-12-2004



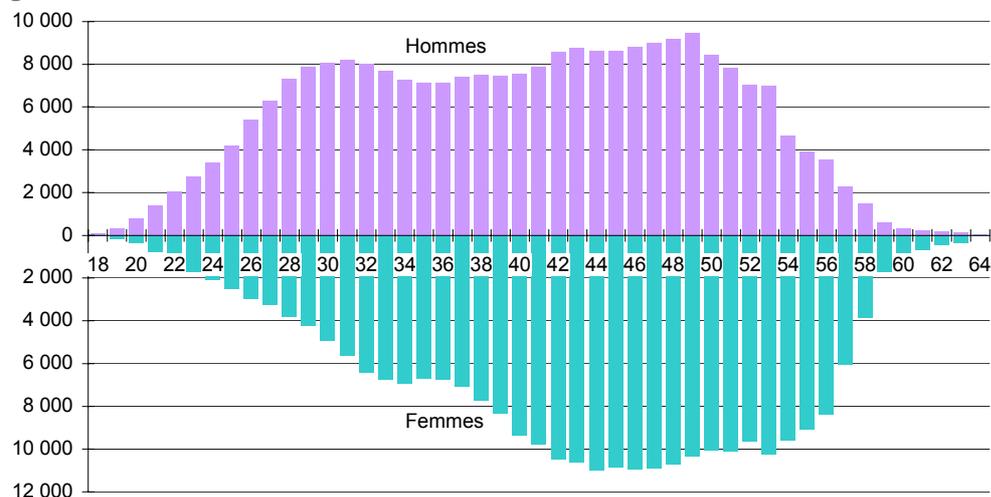
DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-18 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie B
 Âge révolu au 31-12-2004



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
 Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-19 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie C
 Âge révolu au 31-12-2004

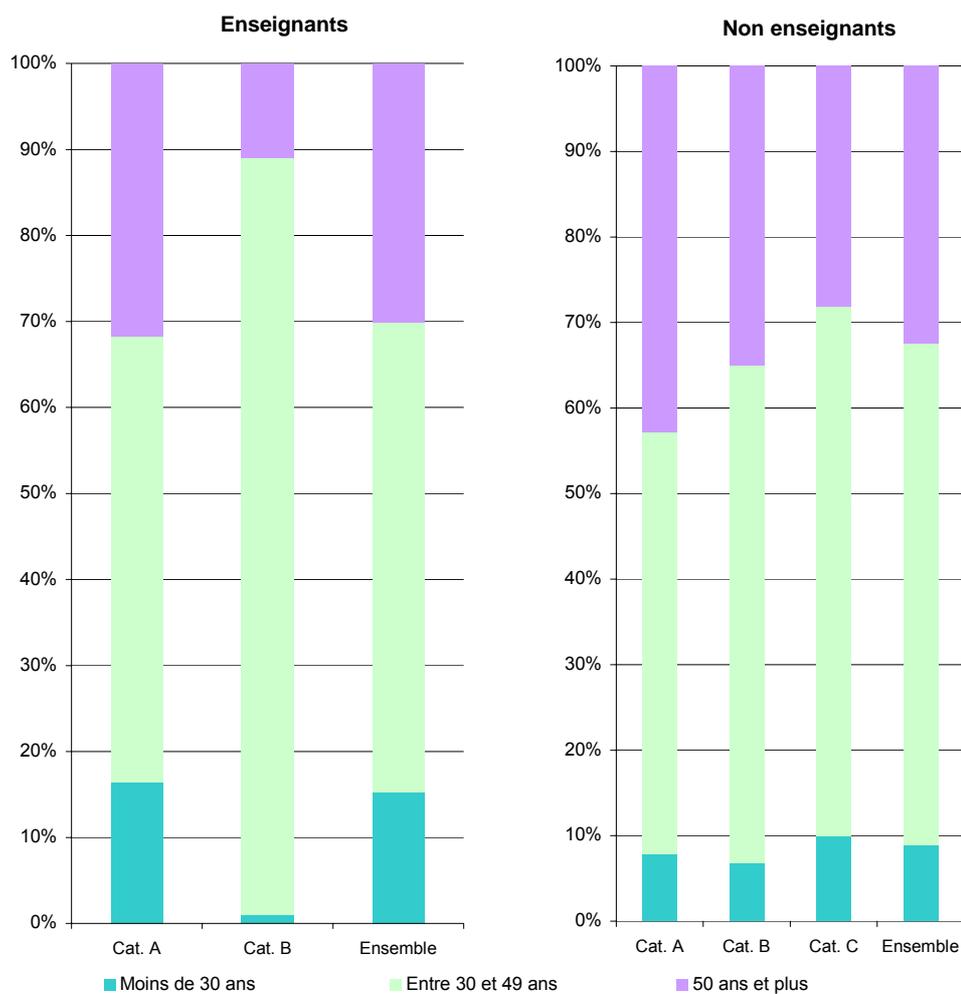


DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
 Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

2 Effectifs des ministères

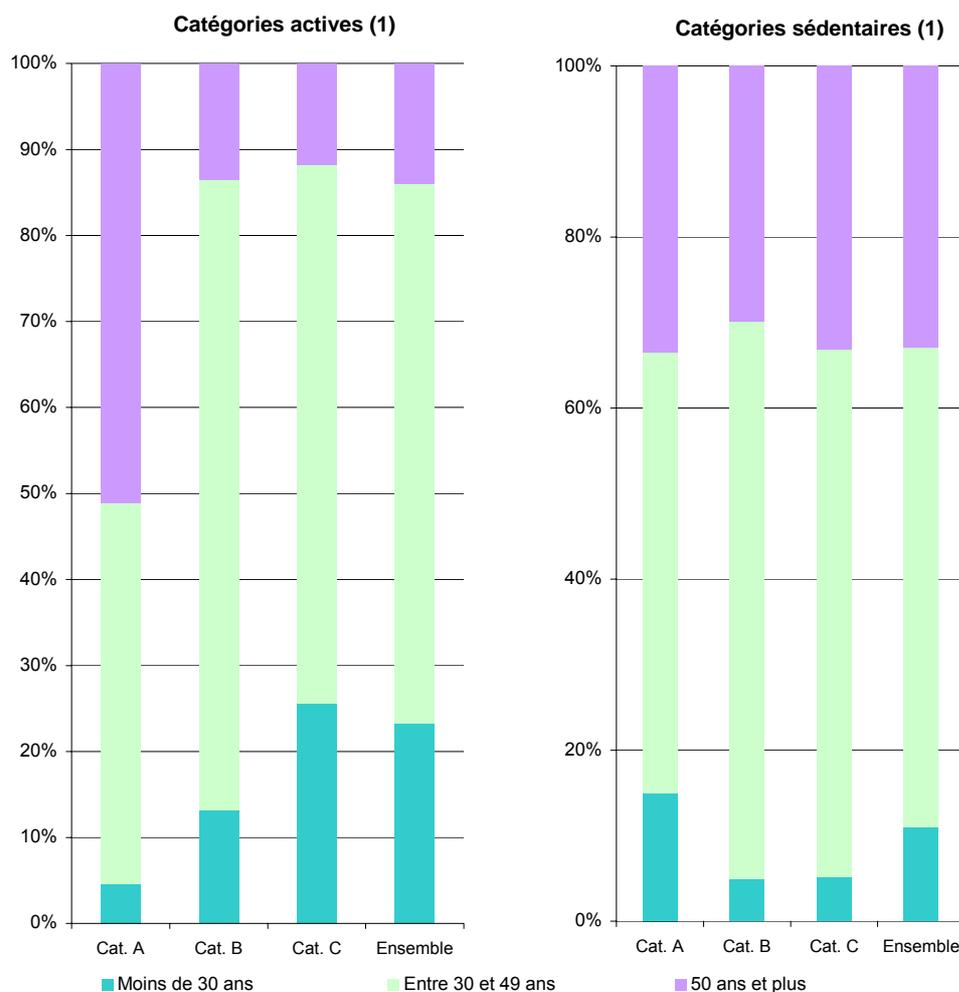
2.3 Âge des agents de l'État

Graphique 2-20 : Les titulaires civils de l'État par catégorie hiérarchique et par âge au 31-12-2004 : enseignants / non enseignants



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Graphique 2-21 : Les titulaires civils de l'État par catégorie hiérarchique et par âge au 31-12-2004 : catégories actives / catégories sédentaires



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles sont classés en "catégorie active". Ces emplois sont assortis de conditions particulières au regard de l'âge de départ à la retraite, généralement autorisé dès 55 ans. Les autres emplois sont dits "sédentaires".

2 Effectifs des ministères

2.3 Âge des agents de l'État

T 2-16 : Répartition par âge et par région des agents des ministères au 31-12-2004

Régions	Part des moins de 30 ans en %	Part des 50 ans et plus en %	Âge moyen (en années)
Alsace	20,9	26,3	41,0
Aquitaine	15,4	29,4	42,5
Auvergne	15,9	29,9	42,4
Basse-Normandie	15,9	26,9	41,9
Bourgogne	16,9	28,3	42,0
Bretagne	19,4	24,3	40,9
Centre	19,9	25,0	40,9
Champagne-Ardenne	24,8	21,9	39,5
Corse	15,9	26,3	41,8
Franche-Comté	20,9	25,0	40,7
Haute-Normandie	17,4	25,6	41,3
Île-de-France	20,5	25,6	41,0
Languedoc-Roussillon	17,1	29,1	42,1
Limousin	16,9	30,6	42,4
Lorraine	23,8	23,8	40,0
Midi-Pyrénées	16,6	29,2	42,2
Nord-Pas-de-Calais	17,4	26,8	41,5
Pays de la Loire	14,6	28,9	42,5
Picardie	22,1	23,4	40,2
Poitou-Charentes	20,6	26,8	41,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20,9	25,5	40,8
Rhône-Alpes	18,2	27,6	41,6
Dom	12,8	30,3	43,0
Autres collectivités	15,6	22,6	41,2
Étranger	19,9	27,4	41,6
Ensemble	19,0	26,5	41,3

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

2 Effectifs des ministères

2.4 Séries longues

Les effectifs des ministères ont progressé de 7 % entre 1984 et 2004. Cette augmentation est concentrée sur le ministère de l'Éducation nationale : la quasi-totalité de 155 000 agents supplémentaires sont des enseignants qui ont rejoint l'Éducation nationale pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et d'étudiants.

On compte en 20 ans plus de deux fois plus d'enseignants et chercheurs de catégorie A (788 000 en 2004) et davantage d'agents occupant des fonctions administratives ou techniques dans les services déconcentrés des ministères.

Hors Éducation nationale, les effectifs sont stables sur la même période (1 090 000) avec des évolutions contrastées selon les ministères. Les ministères de la Justice, de l'Intérieur, de la Culture et de l'Outre-Mer enregistrent de fortes progressions. À l'Intérieur, c'est la partie "hors Police nationale" (les préfectures notamment) qui se développe le plus.

À l'inverse, le ministère de la Défense perd 7 % de ses effectifs, les embauches consécutives à la professionnalisation des armées dans les années 1995 ont permis de compenser en partie les baisses importantes antérieures des effectifs.

En dehors de la Défense, d'autres ministères ont connu une décroissance de leurs effectifs sur la période examinée : **les Affaires étrangères et la Coopération mais surtout l'Économie dont les effectifs baissent depuis le milieu des années 1980 (-9 %), et l'Équipement depuis 1994 (-4 %).**

La qualification de la fonction publique de l'État a été importante sur ces vingt dernières années : **la structure par catégorie A, B et C, s'est déformée progressivement en faveur**

de la catégorie A qui représente, en 2004, 55 % des titulaires (33 % en 1984).

Cette évolution est largement imputable à la création, en 1990, du corps des professeurs des écoles, catégorie A, qui se substitue progressivement au corps des instituteurs classés en catégorie B. Elle s'explique aussi par l'augmentation du nombre relatif des enseignants.

En dehors des enseignants, la progression des cadres est surtout marquée chez les personnels non enseignants de l'Éducation nationale, à la Police nationale et dans la magistrature. La progression est presque aussi importante pour l'encadrement supérieur (dit A+) que pour les cadres dits « A type » des filières techniques et administratives.

En 2004, les femmes représentent 58 % des titulaires civils, 54 % en 1984. La progression de l'Éducation nationale tire la féminisation de l'État. Si certaines fonctions demeurent plus féminisées que d'autres, la part des femmes a augmenté dans tous les cas. **Les métiers de la police, de l'armée ou des prisons, qui sont traditionnellement peu féminisés enregistrent une importante progression des effectifs féminins.** Même dans les populations où les femmes étaient déjà largement majoritaires, leur place augmente. Ainsi chez les enseignants, le taux de féminisation a augmenté de plus dix points depuis 1984.

Parmi les titulaires des ministères civils, c'est la féminisation de l'encadrement supérieur (A+) qui est la plus importante. Leur taux de féminisation est passé de 20 à 36 % en 20 ans. L'encadrement supérieur reste toutefois la catégorie d'emploi la moins féminisée.

III Définitions et méthodes

L'appellation des ministères est générique, donc stable pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Les budgets annexes sont compris.

Pour des raisons d'homogénéité des séries, les regroupements suivants ont été effectués :

- l'industrie, le commerce et l'artisanat sont dans le ministère de l'Économie.
- la jeunesse et les Sports, la Recherche et l'Enseignement supérieur sont avec le ministère de

l'Éducation nationale.

- le Tourisme, l'Environnement, les Transports et la Mer sont avec le ministère de l'Équipement.

- l'Aménagement du territoire est avec les services du Premier ministre.

- les Anciens Combattants sont avec le ministère de la Défense et ne figurent donc pas dans les ministères civils.

- la Coopération est avec le ministère des Affaires étrangères.

Pour plus d'informations

- « L'emploi public entre 1980 et 2001 », Philippe Raynaud, rapport de l'Observatoire de l'emploi public, décembre 2003.

T 2-17 : Effectifs par ministère de 1984 à 1994 au 31 décembre

Ministère	1984	1986	1988	1990	1992	1994	Évolution 1984/1994 en %
Affaires étrangères yc Coopération	31 044	29 230	27 132	26 011	21 927	19 525	-37
Affaires sociales	29 340	26 296	26 349	27 311	24 862	26 188	-11
Agriculture	34 320	34 152	36 826	34 208	33 675	35 513	3
Culture	11 741	12 320	12 572	13 347	12 992	12 045	3
Défense yc anciens combattants	457 476	450 679	443 064	416 906	404 212	390 655	-15
Économie	212 797	213 044	208 477	209 723	208 783	207 161	-3
Éducation et Jeunesse et Sports	1 053 979	1 062 885	1 067 936	1 098 624	1 125 533	1 157 611	10
Équipement	113 993	114 312	125 027	122 675	123 778	120 816	6
Intérieur	148 290	150 633	154 209	157 361	161 666	166 392	12
<i>Police nationale</i>	122 756	123 325	123 966	124 559	125 185	128 504	5
<i>Hors Police nationale</i>	25 534	27 308	30 243	32 802	36 481	37 888	48
Justice	48 113	49 211	50 712	54 787	58 316	60 695	26
Outre-Mer	1 698	2 270	2 747	2 815	3 022	2 938	73
Services du Premier ministre	3 665	3 754	2 901	3 147	3 698	2 964	-19
Total	2 146 456	2 148 786	2 157 952	2 166 915	2 182 464	2 202 503	3
Total hors Éducation nationale et Jeunesse et Sports	1 092 477	1 085 901	1 090 016	1 068 291	1 056 931	1 044 892	-4

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

L'appellation des ministères est générique, donc stable, pour éviter la multiplicité des libellés qui peuvent varier selon les années de référence. Y compris budgets annexes.

2 Effectifs des ministères

2.4 Séries longues

T 2-18 : Effectifs par ministère de 1994 à 2004 au 31 décembre

Ministère	1994	1996	1998	2000	2002	2004 (1)	Évolution 1994-2004 en %	Évolution 1984-2004 en %
Affaires étrangères yc Coopération	19 525	19 763	19 340	18 476	19 167	19 442	0	-37
Affaires sociales	26 188	26 891	26 401	27 584	28 272	28 398	8	-3
Agriculture	35 513	36 853	37 739	39 755	39 149	37 708	6	10
Culture	12 045	12 598	14 607	14 694	14 830	13 915	16	19
Défense yc anciens combattants	390 655	393 863	411 619	414 626	418 633	423 236	8	-7
Économie	207 161	210 127	207 663	200 497	198 864	194 217	-6	-9
Éducation et Jeunesse et Sports	1 157 611	1 172 082	1 181 434	1 207 422	1 233 346	1 211 829	5	15
Équipement	120 816	121 841	117 922	115 637	115 978	115 539	-4	1
Intérieur	166 392	166 947	166 760	165 772	174 231	177 039	6	19
<i>Police nationale</i>	128 504	129 235	129 528	129 405	133 762	136 498	6	11
<i>Hors Police nationale</i>	37 888	37 712	37 232	36 367	40 469	40 541	7	59
Justice	60 695	63 225	65 198	66 839	69 134	73 151	21	52
Outre-Mer	2 938	3 144	3 144	2 231	3 020	3 346	14	97
Services du Premier ministre	2 964	2 838	2 995	2 985	3 494	3 529	19	-4
Total	2 202 503	2 230 172	2 254 822	2 276 518	2 318 118	2 301 349	4	7
Total hors Éducation nationale et Jeunesse et Sports	1 044 892	1 058 090	1 073 388	1 069 096	1 084 772	1 089 520	4	0

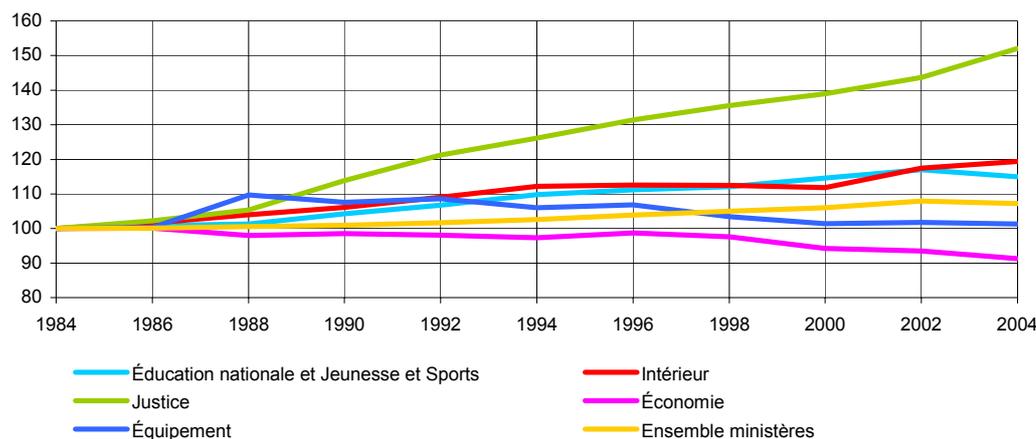
DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Pour des raisons d'homogénéité des séries, les volontaires militaires, qui ne figurent pas dans les fichiers de paie avant 2004, ne sont pas comptabilisés en 2004.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

Graphique 2-22 : Évolution des effectifs des principaux ministères civils. Base 100 au 31-12-1984



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

T 2-19 : Titulaires civils des ministères par catégorie hiérarchique de 1984 à 2004 au 31 décembre

Années	Catégorie A				Catégorie B			Catégorie C	Total titulaires	% de catégorie A
	Enseignants et chercheurs	A+ (1)	Autres A	Total A	Enseignants et chercheurs	B hors enseignants	Total B			
1984	381 255	20 094	94 244	495 593	356 205	141 063	497 268	506 180	1 499 040	33%
1986	404 237	20 321	97 919	522 477	348 605	147 036	495 641	519 348	1 537 466	34%
1988	412 445	20 603	98 758	531 806	341 011	147 546	488 557	521 609	1 541 971	34%
1990	424 455	21 291	98 172	543 918	340 508	150 814	491 322	529 199	1 564 439	35%
1992	472 458	22 521	107 534	602 513	299 175	155 866	455 041	527 443	1 584 997	38%
1994	527 636	23 880	113 187	664 703	267 574	167 708	435 282	526 791	1 626 776	41%
1996	583 560	25 335	120 680	729 575	233 936	170 853	404 789	527 577	1 661 941	44%
1998	625 104	25 726	124 358	775 188	199 864	173 703	373 567	523 837	1 672 592	46%
2000	679 980	26 750	130 032	836 762	159 014	178 331	337 345	525 356	1 699 463	49%
2002	740 887	28 278	136 089	905 254	116 173	186 612	302 785	530 431	1 738 470	52%
2004	788 496	29 763	140 742	959 001	71 415	191 638	263 053	528 773	1 750 827	55%
Évolution 1994-2004	49%	25%	24%	44%	-73%	14%	-40%	0%	8%	-
Évolution 1984-2004	107%	48%	49%	94%	-80%	36%	-47%	4%	17%	-

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

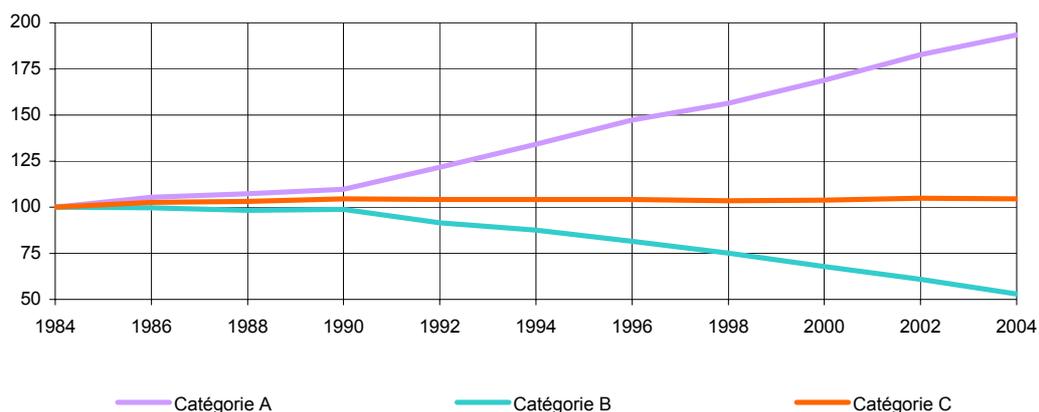
Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Sont classés en A+ les corps dont l'indice terminal se situe hors échelle A. Il s'agit notamment des magistrats, des administrateurs et des ingénieurs des "grands corps".

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

Enseignants et chercheurs : y compris élèves enseignants ; hors directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

Graphique 2-23 : Évolution des effectifs des titulaires civils par catégorie hiérarchique. Base 100 au 31-12-1984



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

2 Effectifs des ministères

2.4 Séries longues

T 2-20 : Agents des ministères par statut de 1984 à 2004 au 31 décembre

Années	Titulaires	Non-titulaires	Ouvriers d'État	Militaires (1)	Total ministères	Part de non-titulaires
1984	1 499 040	228 828	107 600	310 988	2 146 456	11%
1986	1 537 466	197 423	103 809	310 088	2 148 786	9%
1988	1 541 971	210 969	97 899	307 113	2 157 952	10%
1990	1 564 439	218 002	81 052	303 422	2 166 915	10%
1992	1 584 997	219 960	77 669	299 838	2 182 464	10%
1994	1 626 776	210 019	70 712	294 996	2 202 503	10%
1996	1 661 941	198 538	69 695	299 998	2 230 172	9%
1998	1 672 592	198 074	62 700	321 456	2 254 822	9%
2000	1 699 463	196 420	59 374	321 261	2 276 518	9%
2002	1 738 470	198 780	56 136	324 732	2 318 118	9%
2004	1 750 827	164 374	55 619	330 529	2 301 349	7%
Évolution 1994-2004	8%	-22%	-21%	12%	4%	-
Évolution 1984-2004	17%	-28%	-48%	6%	7%	-

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Pour des raisons d'homogénéité des séries, les volontaires militaires, qui ne figurent pas dans les fichiers de paie avant 2004, ne sont pas comptabilisés en 2004.

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

T 2-21 : Taux de féminisation des titulaires civils dans les ministères par catégorie hiérarchique de 1984 à 2004 au 31 décembre

(en %)

Années	Catégorie A			Catégorie B			Catégorie C Total	Total titulaires	
	Enseignants et chercheurs	A+ (1)	Autres A	Total A	Enseignants et chercheurs	B hors enseignants			Total B
1984	51	20	33	46	71	50	65	51	54
1986	51	21	34	47	72	51	66	52	55
1988	51	23	35	47	73	52	67	52	55
1990	51	25	36	47	74	50	67	53	55
1992	53	26	38	49	76	52	68	53	56
1994	55	28	40	51	76	53	67	53	56
1996	56	30	40	53	77	55	67	53	56
1998	58	31	41	54	77	55	67	53	57
2000	60	33	43	56	78	56	66	53	57
2002	61	34	45	58	78	56	65	52	57
2004	63	36	46	59	79	57	63	52	58

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

(1) Sont classés en A+ les corps dont l'indice terminal se situe hors échelle A. Il s'agit notamment des magistrats, des administrateurs et des ingénieurs des "grands corps".

Champ : hors emplois-jeunes. Emplois principaux. Métropole, Dom, autres Com, étranger.

Enseignants et chercheurs : y compris élèves enseignants ; hors directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

T 2-22 : Taux de féminisation des agents des ministères par statut de 1984 à 2004

(en %)

Années	Titulaires	Non-titulaires	Ouvriers d'État	Total agents civils	Militaires	Total agents civils et militaires
1984	54	52	17	52	8	45
1986	55	51	16	52	7	46
1988	55	52	16	52	7	46
1990	55	55	17	54	7	47
1992	56	56	17	54	7	48
1994	56	56	17	55	7	48
1996	56	56	19	55	8	49
1998	57	56	16	55	8	49
2000	57	56	15	56	9	49
2002	57	57	15	56	11	50
2004	58	57	14	57	12	50

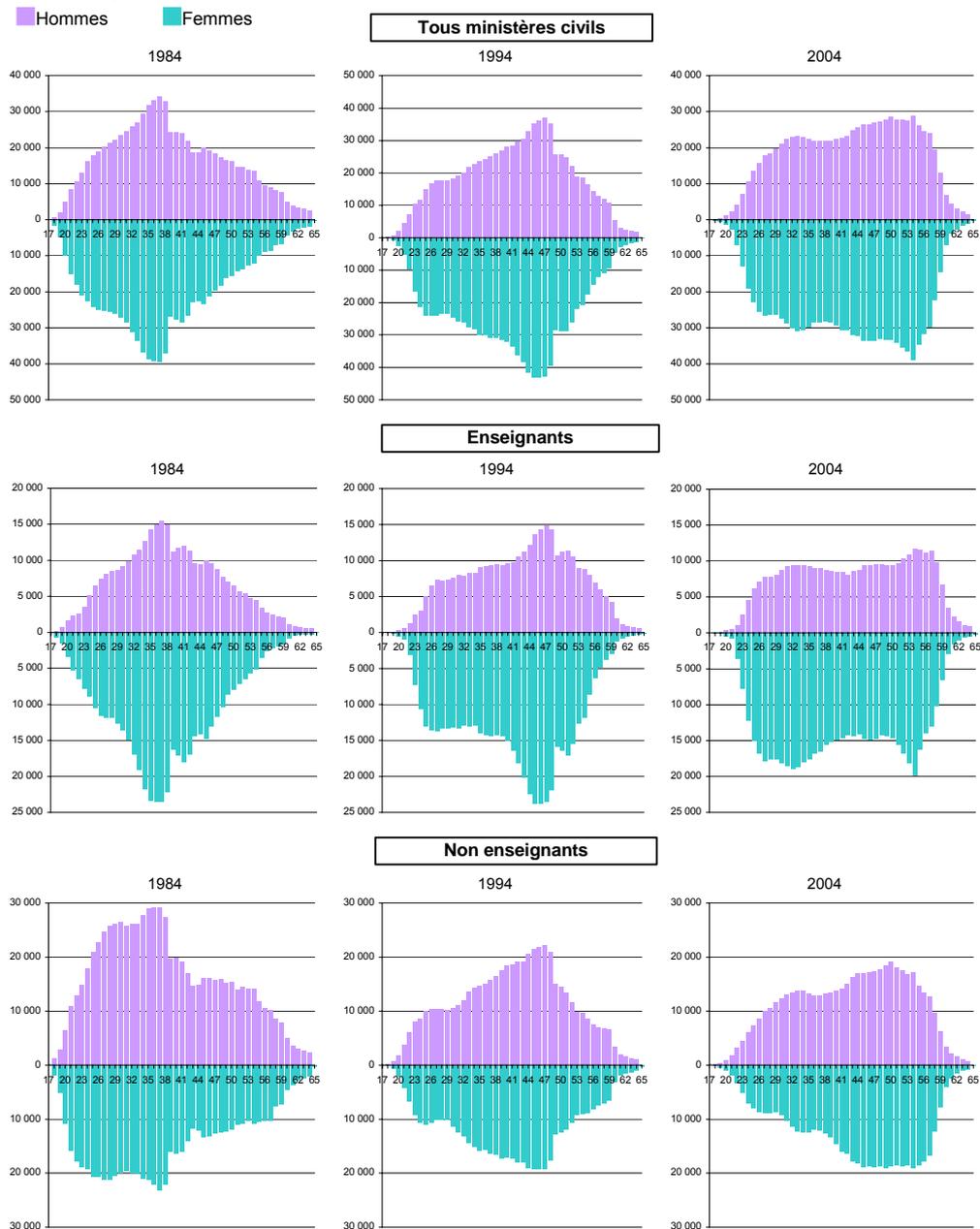
DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

2 Effectifs des ministères

2.4 Séries longues

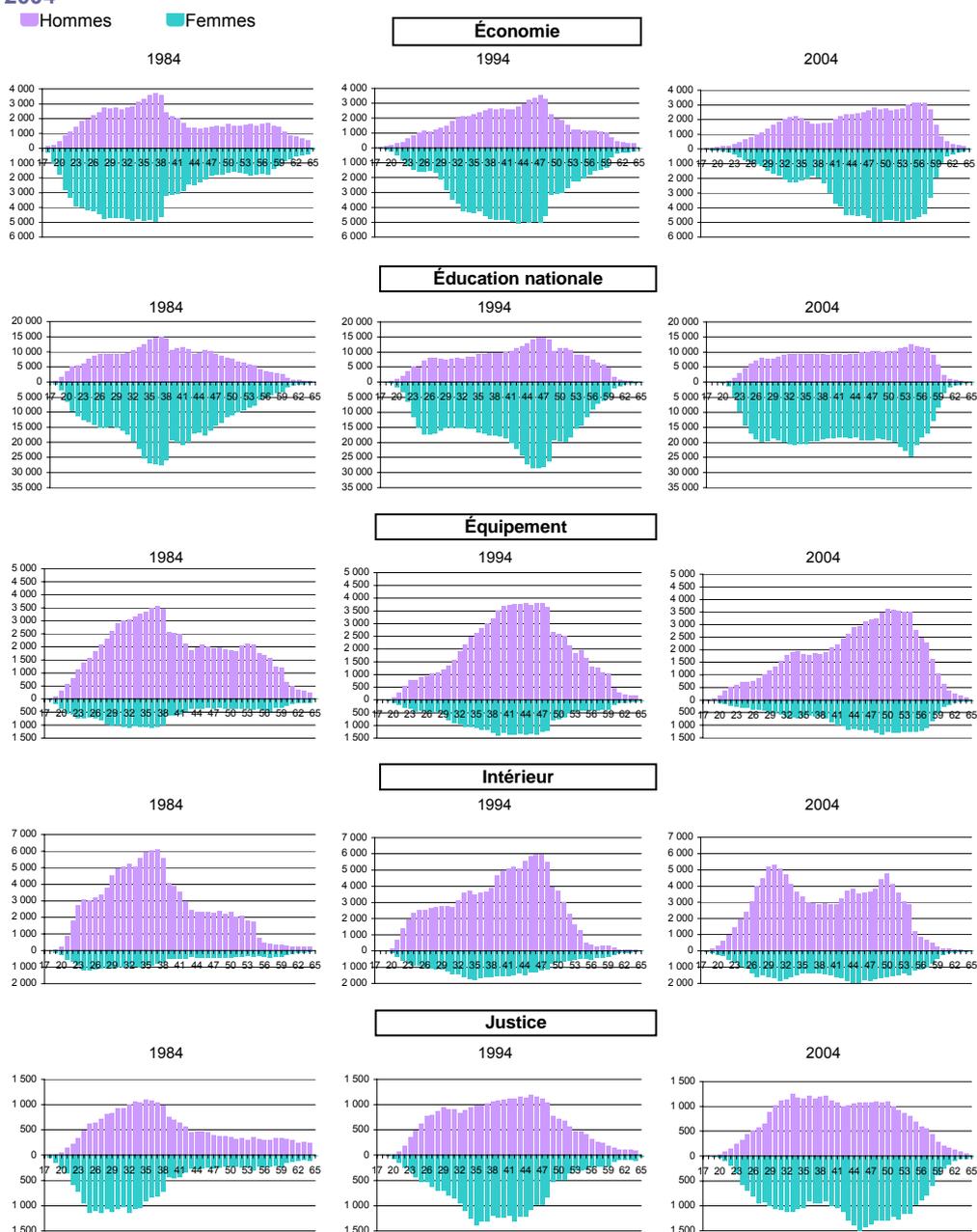
Graphique 2-24 : Pyramides des âges de tous les ministères civils, des enseignants, des non enseignants, en 1984, 1994 et 2004



DGAPP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, fichiers de paie des agents de l'État.

Graphique 2-25 : Pyramides des âges des principaux ministères civils en 1982, 1992 et 2004



DGAFF, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.
 Source : Insee, fichiers de paie des agents de l'État.